

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/M/31
31 octobre 2002

(02-6009)

Comité de l'évaluation en douane

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DES 30 SEPTEMBRE ET 1^{ER} OCTOBRE 2002

Président: M. Raimundas Karoblis (Lituanie)

L'ordre du jour ci-après, proposé dans l'aérogamme WTO/AIR/1897, a été adopté:

Table des matières:

I.	PARAGRAPHE 12 DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE DOHA (WT/MIN(01)/DEC/1): QUESTIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE.....	1
II.	ASSISTANCE TECHNIQUE.....	34
III.	AUTRES QUESTIONS.....	34

I. PARAGRAPHE 12 DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE DOHA (WT/MIN(01)/DEC/1): QUESTIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE

1.1 Le Président a indiqué que le Comité avait mené une discussion informelle sur ce point de l'ordre du jour à la présente réunion. Il a suggéré que les déclarations faites à la réunion informelle soient consignées dans le compte rendu de la présente réunion formelle.

1.2 Le Comité en est ainsi convenu. Les déclarations suivantes ont été faites à la réunion informelle des 30 septembre et 1^{er} octobre 2002.

1.3 Le Président a rappelé que le Comité avait débattu abondamment de ce point aux quatre réunions précédentes. Ces réunions avaient eu lieu les 26 février, 27 mars, 7 mai et 3 juillet, et leurs comptes rendus figuraient dans les documents G/VAL/M/25, 26, 28, et 30 et Corr.1. À la dernière réunion, le Comité est convenu de poursuivre à la présente réunion le débat de fond sur les tirets et le paragraphe 8.3. Il est également convenu qu'à la lumière de la discussion de l'actuelle réunion, il conviendrait d'une structure des travaux jusqu'à décembre, sachant qu'une des options à considérer était la rédaction d'une note de synthèse. Le Président reviendrait sur ces questions lorsque le débat serait terminé.

1.4 Le Président a appelé l'attention sur la communication récemment présentée par l'Inde (G/VAL/W/101) dans laquelle se trouvaient les réponses fournies par ce pays aux questions posées par certaines délégations aux réunions précédentes (G/VAL/W/98 et Add. 1 à 5). Les Membres avaient eu la possibilité de poser des questions complémentaires à la suite de ces réponses, mais le Secrétariat n'en avait reçu aucune. Une contribution additionnelle de l'Inde au sujet du paragraphe 8.3 a été distribuée (document G/VAL/W/102).

- *Paragraphe 8.3 du document WT/MIN/(01)/17:*

1.5 Le Président a sollicité les observations des participants relativement à la communication présentée par l'Inde sous couvert du document G/VAL/W/102, ainsi qu'au paragraphe 8.3 en général.

1.6 La représentante de l'Inde a rappelé le mandat du Comité à cet égard. Étant donné que le temps commençait à manquer, sa délégation avait présenté cette communication, qui s'inspirait dans une large mesure du modèle de données de l'OMD. L'expert de la capitale a expliqué que le paragraphe 8.3 soulignait l'importance de la coopération entre les administrations des douanes dans le domaine de la prévention de la fraude. Dans l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane (ci-après dénommé "l'Accord"), la fraude consistait le plus souvent à sous-évaluer délibérément la valeur de marchandises importées. L'existence de ce problème avait été reconnue dès l'époque de la négociation de l'Accord. Celui-ci comportait des dispositions (article 17) qui permettaient aux administrations des douanes de contrôler la véracité et l'exactitude des déclarations. Toutefois, au fil des ans, l'expérience avait montré que ces dispositions étaient peu efficaces et n'empêchaient pas la perpétuation des pratiques frauduleuses en matière d'évaluation. Les administrations des douanes n'étaient pas capables de lutter contre ce genre de pratiques, même lorsqu'il était de notoriété publique que des fraudes avaient été commises, en raison de la difficulté de trouver des preuves.

1.7 La Décision ministérielle sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée a été adoptée pour faire face à ce genre de situation. Toutefois, elle s'est révélée de peu d'utilité, puisque la détermination de l'existence d'une fraude dans la procédure judiciaire nécessite une preuve. Le paragraphe 8.3 de la Décision de Doha représentait une étape bienvenue pour contrer la sous-évaluation. Il disait que lorsque l'administration des douanes d'un Membre importateur avait des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de déclaration d'importation, le Membre exportateur offrirait sa coopération et son assistance, y compris par l'échange de renseignements sur la valeur à l'exportation, à la demande du Membre importateur. Cette coopération était assujettie à la clause de confidentialité prévue à l'article 10 de l'Accord et aux lois et procédures nationales du pays exportateur. Cette décision devait être mise en pratique et son efficacité vérifiée, mais cela était impossible si des modalités à cet effet n'étaient pas convenues. C'est dans ce contexte que l'Inde avait présenté un document sur la question, contenant en annexe un modèle de présentation et une procédure à adopter pour l'échange de renseignements. La délégation de l'intervenant a demandé au Comité d'examiner attentivement le document en question. La Partie A concernait les renseignements à fournir, relativement aux marchandises, par l'administration des douanes requérante, c'est-à-dire celle qui présente la demande de renseignements (détails repris du modèle de données de l'OMD); la Partie B portait sur les renseignements sollicités par l'administration requérante (essentiellement la valeur à l'exportation); tandis que la Partie C renfermait la réponse du pays exportateur. Les renseignements contenus dans la Partie B ne seraient communiqués que sur une base sélective et uniquement dans les cas où on aurait des motifs raisonnables de soupçonner l'existence d'une fraude à l'évaluation, éventualité très rare.

1.8 Le gouvernement de l'intervenant reconnaissait que le paragraphe 8.3 de la Décision stipulait que les renseignements fournis seraient traités comme des renseignements confidentiels ainsi que le disposait l'article 10 de l'Accord, sauf lors de procédures judiciaires, auquel cas ils pourraient être divulgués, comme le prévoyait aussi l'article 10. Toutefois, le modèle présenté indiquait que l'administration requérante devrait indiquer l'objet et que l'administration saisie de la demande pouvait accorder l'autorisation expresse de produire lesdits renseignements dans le cadre de procédures judiciaires. Le gouvernement indien espérait que ces dispositions seraient acceptables. Un autre aspect concernait les mesures de sauvegarde à prendre afin de faire en sorte que les renseignements ne soient pas refusés au nom des lois et procédures nationales. Les renseignements ne devraient pas pouvoir être communiqués de manière courante et les Membres qui demanderaient à bénéficier de cette exception devraient expliquer comment il faudrait s'y prendre pour obtenir les renseignements voulus de manière conforme à leurs lois et procédures nationales. Sans indiquer de délai précis, la

délégation indienne a également suggéré un calendrier de communication des renseignements. L'intervenant a demandé au Comité d'envisager un délai raisonnable de manière que l'administration requérante puisse être assurée d'une réponse. Le contact direct entre les administrations était suggéré pour faciliter l'échange des renseignements. La délégation de l'intervenant a par ailleurs suggéré de compter sur le savoir-faire du Comité technique de l'OMD avant de mettre la touche finale au modèle de présentation et aux procédures. Un mécanisme de surveillance prenant la forme d'un rapport annuel au Comité était suggéré pour garantir que la procédure fonctionne de manière satisfaisante.

1.9 Le représentant du Brésil a indiqué que sa délégation considérait la communication de l'Inde comme une proposition constructive permettant d'engager le débat conformément au mandat prescrit au paragraphe 8.3. Il croyait comprendre que cette communication faisait fond sur la Décision, dont elle offrait un mécanisme concret de mise à exécution. Les autorités de l'intervenant estimaient que l'établissement d'un point de coordination des administrations douanières serait très utile pour régler les problèmes, et elles avaient même communiqué une adresse Internet à cette fin. Un service de l'administration douanière brésilienne était prêt à prendre la responsabilité de cette tâche. La délégation de l'intervenant croyait également qu'il serait utile que chaque Membre se donne un guide d'auto-évaluation pour aider d'autres Membres à obtenir des renseignements déjà disponibles sur l'Internet. L'administration douanière brésilienne avait un site Internet qui contenait des renseignements à jour et disposait d'une évaluation des entreprises légalement reconnues. Cela pourrait également constituer un mécanisme utile au processus d'échange de renseignements. La délégation de l'intervenant souhaitait aller de l'avant avec la proposition de l'Inde en prenant en compte les paramètres du paragraphe 8.3. Finalement, elle estimait que le rapport annuel prévu dans le cadre du mécanisme de surveillance serait utile mais aurait besoin de plus de temps pour évaluer chaque élément de l'annexe.

1.10 Le représentant de Hong Kong, Chine attachait de l'importance à la mise en œuvre du paragraphe 8.3 et reconnaissait les préoccupations de certains Membres concernant l'exactitude de la valeur déclarée. Sa délégation se réjouissait de ce que les Membres importateurs passent par un processus d'échange de renseignements sous l'égide d'un système d'assistance mutuelle administrative pour obtenir des renseignements sur un envoi en particulier lorsqu'ils avaient des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude d'une valeur déclarée. Toutefois, sa délégation avait des réserves au sujet de la communication de l'Inde, qui obligerait les Membres exportateurs à fournir fréquemment des renseignements. Les Membres devraient respecter intégralement les dispositions du paragraphe 8.3 concernant les lois et procédures internes. À Hong Kong, Chine, de tels renseignements étaient assujettis à des contraintes d'ordre juridique et ne devaient être communiqués qu'à des fins spécifiques. La législation nationale exigeait une autorisation avant que des renseignements destinés à servir de preuve ne puissent être communiqués aux administrations douanières de Membres importateurs. De ce fait, la délégation de l'intervenant trouverait difficile d'accepter les paragraphes 3.4 et 3.5 de la communication de l'Inde et les paragraphes 2 et 3 de la Partie C de l'annexe. L'intervenant a demandé à l'Inde de préciser les circonstances dans lesquelles serait déclenché le processus proposé d'échange de renseignements.

1.11 La représentante des États-Unis a indiqué que sa délégation avait un certain nombre de questions à poser à la délégation de l'Inde. Par exemple, elle estimait que l'un des éléments les plus importants à rappeler dans le contexte de l'identification et de l'évaluation des moyens pratiques de répondre aux préoccupations exprimées était qu'aucune action ne devrait être incompatible avec les lois et procédures nationales. Le modèle présenté était utile, mais la délégation de l'intervenante craignait que certains de ses éléments ne posent des difficultés pour les lois et procédures internes des États-Unis. Il ne s'agissait pas en l'occurrence d'une négociation appelant une ratification nationale. De ce fait, il fallait recenser et évaluer les moyens pratiques sans pour autant contourner les lois et procédures internes du pays. Dans ce contexte, le Comité pourrait se pencher sur les manières de contribuer à faire avancer le processus, et en ce sens, la communication de l'Inde, rehaussée de la déclaration du Brésil, était utile.

1.12 L'intervenante a expliqué qu'aux États-Unis, le processus impliquait la participation de l'administration des douanes et du Département du commerce. Il en découlait que la consultation quant à la manière la plus rapide de faciliter le processus d'échange de renseignements devait se faire avec ces deux organismes. La délégation de l'intervenante voulait aussi que l'Inde lui donne des éclaircissements sur les motifs qui justifient la demande de renseignements. Lorsqu'il était question de situations de fraude, elle souhaitait soit obtenir des précisions sur le nombre de fois que ce genre de renseignements serait demandé, soit qu'on lui indique si la demande ne serait présentée que dans le cadre de procédures judiciaires ou dans celui d'une enquête. La confidentialité représentait un élément important, particulièrement eu égard aux valeurs à l'exportation. Les valeurs à l'exportation variaient d'un pays à l'autre, et l'expérience de sa délégation montrait que l'examen au cas par cas connaissait plus de succès lorsqu'il s'agissait de composer avec des prescriptions en matière de confidentialité. Certains des éléments de l'annexe risquaient d'entrer en conflit avec les lois et procédures internes des États-Unis. Sa délégation étudierait plus amplement cet aspect. Par ailleurs, elle essayait de mieux comprendre ce qui était envisagé au sujet des sauvegardes et d'un mécanisme de surveillance. Il semblait y avoir suffisamment de sauvegardes, et elle s'est interrogée à savoir est-ce qu'il faudrait négocier un mécanisme de surveillance? L'idée de base était sans doute de s'assurer que la mise en œuvre du paragraphe s'effectuait de manière adéquate.

1.13 La délégation de l'intervenante s'est félicitée de ce que l'OMD examine la proposition. En fait, elle envisageait de demander à l'OMD de s'acquitter de cette tâche. Cette solution pourrait s'avérer pratique dans la mesure où elle faisait intervenir les autorités douanières nationales et où la question était liée à la lutte contre la fraude et aux processus internes. L'OMD était l'organisation compétente en cette matière et pourrait prendre à sa charge la réalisation d'une grande partie du mandat énoncé au paragraphe 8.3.

1.14 La représentante de Singapour a dit que sa délégation partageait les préoccupations soulevées par Hong Kong, Chine et le souci des États-Unis relatif à la conformité de toute action par rapport aux lois et procédures internes. Les pays Membres devaient décider chacun pour soi s'ils pouvaient offrir une coopération, le cas échéant, dans le cadre du paragraphe 8.3. Singapour avait une législation intérieure qui restreignait la divulgation de l'information. La délégation de l'intervenante était convaincue, au vu de la déclaration de l'Inde, que les renseignements ne seraient demandés que dans des cas précis de fraude et non pas de manière courante. Quant au modèle de présentation des renseignements, la délégation de l'intervenante s'est interrogée à savoir si les nombreux détails n'étaient pas de nature à créer une prescription contraignante qui ne faciliterait guère les échanges commerciaux. Serait-il nécessaire de recueillir des renseignements sur tous les détails? La suggestion faite par le Brésil de publier l'information au moyen d'une adresse Internet semblait davantage de nature à faciliter les échanges commerciaux. La délégation de l'intervenante avait certaines réserves au sujet du mécanisme proposé de surveillance, mais elle souhaitait réfléchir plus longuement sur ce point.

1.15 Le représentant des Communautés européennes a rappelé que le mandat énoncé au paragraphe 8.3 confiait au Comité la tâche d'identifier et d'évaluer les moyens pratiques de répondre aux préoccupations concernant l'exactitude des valeurs déclarées. Sa délégation étudiait toujours la proposition de l'Inde. La question de l'échange des renseignements visés par la Déclaration de Doha arrivait après celle des arrangements bilatéraux en matière d'échange de renseignements entre les administrations. Il convenait de faire fond sur ces arrangements parce qu'un grand nombre contenaient déjà des mécanismes, des schémas et des modèles de présentation pour ce faire. Les détails contenus dans la proposition méritaient certes d'être examinés plus attentivement, mais appartenait-il au Comité de travailler à ce niveau de détail technique? Le Comité devait être conscient des travaux déjà effectués dans ce domaine par l'OMD, entre autres, travaux qui avaient débouché sur le modèle de données de cette organisation, ainsi que par le Groupe des sept pays, qui était en train d'élaborer son propre modèle de données. Le Comité devrait se demander s'il avait besoin de solliciter de l'aide, ou s'il devait déléguer une partie de ce travail à l'OMD.

1.16 L'intervenant a ajouté que les procédures étaient nécessaires mais qu'elles devraient tenir compte des lois et procédures nationales ainsi que des souhaits et des désirs des parties intéressées. Sa délégation avait constaté qu'il était difficile de trouver deux pays ayant exactement les mêmes besoins concernant les éléments constitutifs d'un accord. L'idée d'un mécanisme de surveillance était bonne dans la mesure où il serait nécessaire d'avoir une idée de l'ampleur de la coopération: Serait-elle suffisante? Répondrait-elle aux besoins des administrations? Pourrait-elle être améliorée? etc. La suggestion faite par l'Inde de confier ce rôle au comité de l'OMC méritait un examen plus approfondi. L'intervenant estimait que la préparation d'un modèle de présentation tel que celui qui figurait en annexe de la proposition impliquerait beaucoup d'essais et d'erreurs et une plus longue réflexion.

1.17 La représentante de la Suisse a indiqué que sa délégation était toujours en train d'examiner la proposition de l'Inde. Sa délégation reconnaissait que certains Membres avaient des préoccupations concernant l'exactitude des renseignements et était disposée à aider le Comité à s'acquitter de son mandat conformément au paragraphe 8.3. Cependant, elle partageait certaines des réserves soulevées par d'autres Membres concernant les répercussions de la proposition de l'Inde sur les lois et procédures nationales. La confidentialité était un point à surveiller. La délégation de l'intervenante a aussi demandé des éclaircissements sur les raisons pour lesquelles les renseignements étaient nécessaires et combien de fois l'Inde prévoyait de les demander. Elle partageait les préoccupations soulevées quant à la possibilité que les renseignements soient demandés fréquemment, et donnerait ultérieurement son point de vue concernant le mécanisme de surveillance.

1.18 Le représentant du Japon a indiqué que sa délégation était toujours en train d'examiner la proposition et que ses observations seraient donc préliminaires. Les travaux du Comité eu égard au mandat prescrit au paragraphe 8.3 se rapportaient aux lois et procédures nationales. Ce point était important pour les contraintes quant à la confidentialité ainsi que pour les implications sur les ressources. Tout en se réjouissant de l'approche proposée, il estimait que le débat sur le modèle de présentation et sur les procédures voulus pour l'échange de renseignements ne devrait pas altérer les éléments convenus à Doha. Concernant le paragraphe 3 du modèle de présentation, il a mis en évidence deux points, à savoir le délai fixé et la confidentialité. S'agissant du délai, sa délégation estimait que le Membre requérant devrait avoir une certaine idée des contraintes sur le plan des ressources auxquelles serait soumis le Membre à qui la demande avait été adressée. Par exemple, si l'Inde fournissait le numéro de la déclaration d'importation utilisé au Japon, ses autorités n'auraient aucune difficulté à repérer l'envoi. Toutefois, d'autres détails mentionnés dans l'annexe exigeraient beaucoup de ressources.

1.19 La délégation de l'intervenant était confrontée à certaines contraintes juridiques internes relativement à la divulgation de l'information ainsi qu'à l'utilisation de celle-ci aux fins de procédures judiciaires. Les autorités douanières japonaises ne relevaient pas partie du pouvoir judiciaire et de ce fait ne pouvaient pas participer à des procédures judiciaires. Un autre cadre s'imposait pour produire les éléments de preuve qui seraient utilisés dans de telles procédures; les demandes d'utilisation des renseignements en guise de preuve devraient être présentées par les voies appropriées. S'agissant du paragraphe 6 de la proposition de l'Inde, la délégation de l'intervenant se réjouissait de ce que l'OMD participe à l'examen de la proposition. Cette organisation disposait du savoir-faire dans le domaine de la lutte contre la fraude et dans celui de la facilitation des échanges, également un élément à considérer ici. L'intervenant a demandé à l'Inde de donner de plus amples explications sur l'intention sous-jacente du mécanisme de surveillance.

1.20 Le représentant du Canada a dit que sa délégation poursuivait sa réflexion sur la communication de l'Inde. Le paragraphe 8.3 de la Décision devrait être considéré dans le contexte de la prévention de la fraude douanière et de la manière dont le Comité pourrait idéalement aborder ce genre de question. Par ailleurs, il n'était pas inutile de tenir compte du débat qui avait lieu au sein du Comité technique de l'évaluation en douane de l'OMD, qui faisait rapport sur ces questions au comité de l'OMC. Il était raisonnable de prendre en compte la suggestion des États-Unis voulant que le

Comité technique soit mieux placé pour aborder certaines de ces questions. Si le document de l'Inde constituait un pas en avant dans les travaux du Comité relativement au paragraphe 8.3, la délégation de l'intervenant estimait qu'il y avait peut-être d'autres façons d'approcher les préoccupations soulevées. Une possibilité était d'examiner les techniques ou les processus auxquels avaient recours les administrations douanières pour mener leurs évaluations. Le gouvernement de l'intervenant, fort de son expérience en matière d'évaluation après dédouanement, croyait comprendre que l'OMD était en train d'élaborer un guide d'auto-évaluation contenant une liste de mesures à prendre pour s'assurer que les douanes avaient examiné toutes les autres possibilités avant de demander des renseignements à une autre partie. Une autre possibilité consistait dans le recours à des directives sur la création et l'utilisation d'une base de données sur l'évaluation en douane qui servirait d'outil pour l'évaluation des risques en cas de fraude soupçonnée. De tels instruments ou directives aideraient les administrations douanières à s'attaquer à ce genre de problèmes concrets. Une autre possibilité consistait à se servir des arrangements ou programmes existants d'assistance technique et de renforcement des capacités pour aider les pays à régler leurs problèmes particuliers de répression de la fraude. Une quatrième possibilité pourrait être d'étendre le réseau d'arrangements bilatéraux pour l'échange de renseignements avec les principaux pays importateurs et exportateurs. Les prescriptions telles que la confidentialité variaient d'un pays à l'autre, et ces particularités pourraient être prises en compte par des arrangements bilatéraux. Une cinquième proposition pourrait être d'accorder la priorité à la réforme ou à la modernisation de l'administration des douanes afin de tenir compte de l'évolution des techniques et des meilleures pratiques. Les programmes destinés à promouvoir la conformité, ou à permettre l'instauration de processus de vérification *a posteriori* ou de gestion des risques plus efficaces, constituaient des éléments importants qui contribueraient à garantir la diffusion effective des processus et des procédures d'évaluation en douane. Le paragraphe 8.3 se référait aux cas de fraude mais il existait d'autres préoccupations liées à l'évaluation de l'exactitude de la valeur qui n'étaient pas nécessairement liées à la fraude mais plutôt à un manque de connaissance des procédures. Dans des situations de ce genre, une meilleure diffusion des politiques et procédures pourrait contribuer à régler les problèmes. L'intervenant a conclu que le Comité devrait se demander si c'était le comité de l'OMC ou celui de l'OMD qui était le mieux placé pour aborder ces questions. Au vu des résultats des plus récentes réunions de l'OMD, les travaux de cette dernière étaient manifestement fondés sur le paragraphe 8.3 de la Décision.

1.21 La représentante de la Colombie estimait que la proposition de l'Inde pouvait valablement contribuer à structurer les travaux du Comité concernant le paragraphe 8.3. Sa délégation favorisait un mécanisme qui permettrait de mieux contrôler et surveiller le type de fraude dont faisait état le paragraphe 8.3. Elle n'avait pas encore reçu de réponse de ses autorités douanières à ce sujet. Toutefois, il était important d'analyser la compatibilité des divers éléments contenus dans la proposition de l'Inde par rapport aux besoins internes de chaque Membre. Enfin, l'intervenante a demandé à l'Inde de prendre en compte les préoccupations de sa délégation concernant un éventuel délai accordé pour répondre aux demandes de renseignements. Ces préoccupations se rapportaient à la charge de travail additionnelle que cela représentait pour ses autorités douanières, et aux conséquences qui s'ensuivraient éventuellement si le délai imparti n'était pas respecté.

1.22 La représentante de l'Australie a indiqué que sa délégation craignait que la proposition de l'Inde n'outrepasse le mandat conféré par la Déclaration de Doha. Selon cette proposition, il était impératif que les Membres trouvent une solution pratique pour régler la question de l'échange de renseignements, et les auteurs suggéraient un modèle de présentation précis à cet fin, y compris l'établissement d'un mécanisme de surveillance. La fin de la proposition appelait les Membres à suggérer des moyens pour donner suite aux propositions de l'Inde. La Déclaration de Doha donnait instruction au Comité de l'évaluation en douane d'identifier et d'évaluer les moyens pratiques de répondre aux préoccupations concernant l'exactitude des valeurs déclarées, y compris l'échange de renseignements sur les valeurs à l'exportation. Le Comité n'avait pas été mandaté pour trouver des solutions pratiques aux problèmes ou pour trancher les questions de coopération ou d'assistance entre les administrations douanières, y compris en ce qui concerne les modèles de présentation des données

et les procédures utilisés dans les opérations douanières. La proposition partait du principe qu'il était nécessaire de renforcer la coopération entre les organisations de douanes. La délégation de l'intervenante estimait que la proposition de l'Inde ne tenait pas compte des pratiques internationales existantes en matière de douanes, qui prévoyaient déjà des mécanismes destinés à faciliter l'échange de renseignements et la coopération, y compris en ce qui concerne la fraude.

1.23 L'Australie utilisait le mécanisme prévu dans la recommandation de 1993 du Conseil de coopération douanière pour l'échange de renseignements sur l'évaluation lorsqu'elle faisait enquête sur des importations en réponse à des demandes d'aide de la part d'autres administrations douanières. Le mécanisme en question prévoyait que les administrations douanières de membres de l'Organisation devaient fournir de l'aide à d'autres membres lorsqu'une infraction douanière était soupçonnée. L'Australie estimait que ce mécanisme, auquel il était recouru seulement dans les situations où le pays importateur avait de bonnes raisons de soupçonner la présence de fraude et avait ouvert ou était en train d'ouvrir une enquête, était efficace. Il n'était pas utilisé dans les situations courantes mais seulement en dernier recours, lorsqu'un pays importateur avait besoin de renseignements additionnels pour vérifier l'évaluation. Lorsqu'il invoquait ce mécanisme, le pays importateur devait motiver son action et indiquer l'usage qu'il entendait faire des renseignements. Étant donné l'existence de ce mécanisme, et dans la mesure où l'Accord portait sur les méthodes d'évaluation et non sur la répression de la fraude, la délégation de l'intervenante ne voyait pas l'intérêt d'ajouter des dispositions à l'Accord ni de renforcer la coopération entre les administrations douanières en vue de prévenir la fraude.

1.24 La représentante des Philippines a indiqué que la fraude douanière causait des soucis à son gouvernement. Si celui-ci ne pouvait pas régler le problème à lui seul, il pourrait aussi rechercher une solution multilatérale. Les autorités philippines communiquaient avec les parties intéressées fin d'obtenir des idées ou des renseignements sur une transaction en particulier. Elles faisaient également appel à leurs contacts bilatéraux, dont elles estimaient qu'ils pouvaient se révéler plus utiles que la solution multilatérale. Elles sollicitaient aussi l'aide d'organisations internationales telles que l'OMD. Il était possible que l'Inde n'ait pas remporté le même succès que les Philippines à cet égard et qu'elle porte la question au niveau multilatéral en dernier recours. Le gouvernement philippin examinait le paragraphe 8.3 en qualité de pays exportateur également, et était préoccupé par les implications d'une obligation de répondre fréquemment à des demandes de renseignements. Dans l'éventualité où les Philippines auraient à demander de tels renseignements en dernier recours, la proposition de l'Inde pourrait se révéler utile, et la délégation de l'intervenante l'examinait en détail pour s'assurer de sa compatibilité avec les lois et réglementations nationales.

1.25 Le représentant de la Corée a dit que sa délégation examinait la proposition de l'Inde. Certes, l'échange de renseignements était important pour prévenir la fraude, mais les procédures ne devraient pas entraîner de charges ou d'obligations additionnelles. Sa délégation partageait les préoccupations soulevées par de nombreuses délégations et avait besoin de plus de temps pour examiner les éléments contenus dans cette proposition.

1.26 Le représentant de l'Inde s'est félicité des observations constructives qui lui avaient été adressées. Concernant la nature de la fraude et les raisons pour lesquelles l'échange de renseignements envisagé était nécessaire, et aussi le fait de savoir s'il faudrait répondre constamment à des demandes de renseignements, il a indiqué que dans sa première intervention, il avait bien précisé que sa délégation n'envisageait pas qu'il faudrait répondre constamment à des demandes de renseignements. De telles demandes se limiteraient aux situations où l'administration des douanes aurait des raisons de croire qu'une fraude aurait été commise. Selon lui, le problème de la fraude devrait être envisagé dans une perspective plus large. Son gouvernement avait mené des études qui révélaient que dans le cas de certains pays partenaires, la valeur des importations de l'un ne représentait que de 40 à 50 pour cent de celle des exportations de l'autre alors que ces données devraient normalement être comparables dans deux pays partenaires. Bien sûr, dans certains cas, la

différence était attribuable à une surévaluation des données sur les exportations, ou à une sous-évaluation de celles sur les importations, ou à une combinaison des deux. Mais l'écart entre la valeur des exportations et la valeur sous-déclarée des importations s'expliquait souvent par la présence de dispositifs illicites qui débouchaient sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La fraude à l'évaluation n'était pas le fait de quelques pays uniquement, voire de l'Inde seule, mais constituait un problème d'envergure mondiale. Les Membres devaient se rendre compte que ce problème avait de vastes ramifications. Un mécanisme d'échange de renseignements s'imposait pour faire en sorte que la fraude à l'évaluation puisse être effectivement réprimée grâce à la collecte de renseignements sur la valeur à l'exportation. L'Accord définissait la valeur transactionnelle comme étant le prix payé ou à payer pour les marchandises au pays d'importation à partir du pays d'exportation. Il pourrait y avoir une base de comparaison de ces valeurs lorsque la présence d'une fraude serait raisonnablement soupçonnée. Un tribunal saisi de l'affaire pourrait juger irrecevables les renseignements provenant simplement du service des douanes parce qu'ils ne constitueraient pas des éléments de preuve concrets. Les autorités indiennes défendaient avec succès des cas grâce à l'aide des renseignements obtenus d'autres Membres en application d'accords bilatéraux. Toutefois, dans la mesure où il n'était pas possible de conclure des accords bilatéraux avec tous les partenaires commerciaux, la délégation de l'intervenant proposait que l'on conclue un accord multilatéral.

1.27 La délégation de l'intervenant n'avait pas l'intention d'outrepasser le mandat conféré par le paragraphe 8.3. Elle recherchait un modèle de présentation pour l'échange de renseignements sur les valeurs à l'exportation. Certains renseignements visés dans l'annexe étaient requis du pays qui présentait la demande et certains autres l'étaient du pays à qui la demande était adressée. Les seconds figuraient à la partie B de l'annexe et étaient essentiellement constitués des valeurs à l'exportation. Pour ce qui était des questions de confidentialité, l'intervenant voyait mal comment la valeur déclarée à l'exportation pouvait être un renseignement si sensible et pourquoi il serait difficile de la divulguer dans une procédure judiciaire. Il a établi des parallèles avec les discussions sur la transparence dans le débat sur la facilitation des échanges. L'OMD était en voie d'élaborer des éléments de données sur la documentation d'importation et d'exportation, qui comprendraient les valeurs à l'exportation et qui pourraient devenir la norme pour tous les pays. En outre, l'article 10 de l'Accord expliquait en toutes lettres en quoi consistait la confidentialité des renseignements. Les administrations qui obtenaient les renseignements étaient liées par la clause de confidentialité sauf dans la mesure nécessaire aux fins des procédures judiciaires. Il en découlait que la proposition de sa délégation n'allait pas au delà des paramètres établis à l'article 10.

1.28 L'intervenant souscrivait à la suggestion voulant que le modèle de présentation puisse être renvoyé au Comité technique de l'OMD. Toutefois, cela ne voulait pas dire que l'ensemble de la question doive relever de l'OMD. L'expérience avait montré que les instruments élaborés par l'OMD, tout utiles qu'ils soient, avaient été adoptés par un faible nombre de pays, et leur portée se limitait souvent à celle de recommandations à caractère non contraignant. Les arrangements bilatéraux fondés sur le modèle de l'OMD étaient utiles eux aussi, mais ne couvraient pas toutes les situations, notamment lorsque plus d'un pays participait à la transaction. L'intervenant a ajouté que le projet de guide d'auto-évaluation de l'OMD indiquait qu'une administration requérante devrait franchir plusieurs étapes de base avant de présenter sa demande. L'Inde était également disposée à communiquer ces renseignements à tous les pays requérants; ce n'était donc pas que sa délégation était contre le fait qu'une administration douanière s'assure que les renseignements voulus n'étaient pas disponibles dans le pays d'importation. Le seul problème se rapportait au caractère non contraignant de cet instrument. L'intervenant a suggéré que le guide de l'OMD serve de base à un instrument de l'OMC qui donnerait suite au paragraphe 8.3 de la Décision de Doha.

1.29 L'intervenant a ajouté que le mécanisme de surveillance consisterait dans un rapport annuel destiné à faire en sorte que l'échange de renseignements soit transparent et ait lieu en temps opportun. Si les outils élaborés par l'OMD allaient dans la bonne direction, la délégation de l'intervenant était

particulièrement intéressée par l'échange de renseignements sur la valeur à l'importation lorsqu'elle était nécessaire pour dissuader les fraudeurs.

1.30 La représentante des États-Unis a noté que le mandat conféré par le paragraphe 8.3 concernait tout le Comité et pas seulement l'Inde. La proposition indienne était utile et ses autorités n'avaient pas fini de l'examiner. Certains des renseignements demandés selon le texte de l'annexe seraient difficilement compatibles avec les lois et procédures nationales. La délégation de l'intervenante aurait d'autres questions à poser à propos de cette proposition afin de mieux en comprendre l'intention. Une des difficultés que soulevait sa délégation depuis deux ans se rapportait à la confidentialité et à son éventuelle incompatibilité avec les lois nationales en la matière. Cette difficulté était également liée au débat sur l'opportunité de rendre contraignant un instrument de l'OMD; les dispositions en cause devraient être compatibles avec les lois et procédures nationales. Même l'article 10 de l'Accord disait que les renseignements pouvaient être fournis si un pays l'autorisait. Il était important de ne pas outrepasser l'article 10 et la Déclaration de Doha. Il serait nécessaire d'examiner les moyens pratiques de faciliter le travail des services de douanes plutôt que d'envisager des engagements contraignants, qui outrepasseraient le mandat. Les accords de coopération existaient parce qu'ils pouvaient être rendus compatibles avec les particularités des différents régimes. Conclure un accord multilatéral ne représentait pas toujours la solution, parce que si la substance de la question ne se prêtait pas à un tel accord, celui-ci ne fonctionnerait pas. Il ne fallait pas, en répondant aux préoccupations de l'Inde, créer des problèmes ailleurs.

1.31 Le représentant du Brésil espérait que les Membres qui montraient du souci et de la compréhension pour ce qui était des contraintes liées aux ressources feraient preuve d'une attitude aussi compréhensive lorsqu'ils demanderaient aux pays en développement de souscrire des engagements et de s'acquitter de certaines obligations dans le cadre des négociations au sein d'autres organisations. Il craignait que les discussions actuelles ne ramènent les participants aux débats antérieurs à Doha. S'il était en mesure d'apprécier les préoccupations liées à la confidentialité et à la législation intérieure, il estimait que les Ministres y avaient déjà répondu à Doha en établissant les paramètres. Les Ministres avaient demandé au Comité de poursuivre ses travaux sur les moyens pratiques de donner effet à leur Décision. La proposition de l'Inde représentait un point de départ pratique pour tendre vers l'objectif ultime de faciliter l'échange de renseignements entre les administrations douanières dans les cas de fraude. Certaines délégations estimaient qu'une approche bilatérale serait plus appropriée. La délégation de l'intervenant n'était pas convaincue qu'il serait possible ou efficace de se donner 143 procédures distinctes pour traiter la question. Une forme commune s'imposait pour orienter les administrations douanières quant à la manière de traiter les unes avec les autres lorsque cela s'avérait nécessaire. L'intervenant était d'accord pour utiliser le savoir-faire de l'OMD mais les Ministres avaient confié au Comité le mandat de trouver une réponse à cette question. Le fruit des travaux de l'OMD ne semblait pas fondamentalement différent de la proposition de l'Inde ni incompatible avec elle. Sa délégation jugeait utile l'idée d'un mécanisme de surveillance, lequel pourrait servir à limiter les demandes excessives ou le recours fréquent au mécanisme d'échange de renseignements. La Décision représentait un genre d'"effort maximal", et son gouvernement coopérerait dans la mesure où le permettrait sa législation interne.

1.32 Le représentant des Communautés européennes trouvait difficile d'envisager de créer un mécanisme pour mettre en œuvre la Décision de Doha, qui avait fait l'objet de maints débats. Il convenait maintenant d'examiner les moyens pratiques de répondre aux préoccupations concernant l'exactitude de la valeur en douane. Le Canada avait présenté une liste pertinente qui pourrait constituer un point de départ pour le Comité. Répondre à ces préoccupations obligerait à aller au cœur de la question, qui représentait un problème permanent abordé de multiples façons. Il importait que les administrations douanières collaborent, que ce soit au moyen d'arrangements bilatéraux ou dans un contexte plus large. Certains éléments, notamment des modèles de présentation de données, pouvaient devenir multilatéraux, et l'ensemble des travaux ne devait pas nécessairement être accompli par le comité de l'OMC. Le Comité aurait à réfléchir sur les travaux que pourrait utilement effectuer

l'OMD. L'Inde avait raison de dire que l'OMD ne pouvait pas s'occuper de tout, mais il ne faisait aucun doute qu'elle était compétente en cette matière.

1.33 La représentante des États-Unis a dit que ses préoccupations n'étaient pas nécessairement liées aux contraintes sur le plan des capacités, mais aussi aux questions de fond concernant l'échange de renseignements et le genre de renseignements à demander. Les besoins, qui variaient d'un Membre à l'autre, seraient mieux comblés par des arrangements bilatéraux que par une approche multilatérale. L'idée soumise par le Brésil concernant un guide était utile. La délégation de l'intervenante l'envisagerait dans la mesure où elle n'irait pas à l'encontre des lois et procédures nationales.

1.34 Le représentant de l'Inde a demandé quand sa délégation recevrait-elle les questions additionnelles des États-Unis?

1.35 La représentante des États-Unis a dit qu'elle était en train de trier les parties des questions reçues de sa capitale qui n'avaient pas encore fait l'objet d'une réponse. Sa délégation aurait peut-être certaines questions à poser au Canada aussi, étant donné la teneur de sa dernière intervention. Elle a noté que le mandat du Comité englobait aussi le mandat du Comité technique de l'OMD. Il avait été demandé à l'Inde de donner une meilleure indication du nombre d'arrangements qu'elle avait conclus avec d'autres pays. L'intervenante lui a demandé si elle pouvait expliquer exactement en quoi consistaient les paramètres juridiques qui encadraient la fourniture de renseignements aux pays importateurs. Les procédures déjà appliquées par l'Inde variaient-elles d'un accord à l'autre? L'une ou l'autre des suggestions qu'elle avait faites influeraient-elles sur sa capacité de se conformer à sa propre proposition en tant que pays exportateur? Étant donné que les valeurs à l'exportation n'étaient pas vérifiées dans la plupart des pays, comment l'Inde en évaluait-elle la fiabilité?

1.36 Le représentant de l'Inde a répondu que son gouvernement avait conclu des accords bilatéraux avec huit pays et était en pourparlers avec quelques autres. Certains de ces accords fonctionnaient bien et d'autres moins. Ils servaient à obtenir des renseignements sur les valeurs à l'exportation dans les situations où on soupçonnait la présence d'une fraude à l'importation. Dans certains cas, la valeur à l'importation se situait entre 10 et 20 pour cent de celle à l'exportation et les soupçons s'étaient révélés fondés. Dans un nombre restreint de cas, l'Inde était priée de ne pas utiliser ces renseignements à titre de preuve dans quelque procédure judiciaire que ce soit. Toutefois, même sous le régime de l'article 10 de l'Accord, il était possible de divulguer ce genre de renseignements dans des procédures judiciaires. Ces renseignements étaient demandés essentiellement pour servir de preuve dans de telles procédures. L'intervenant a ajouté que son gouvernement était disposé à fournir des renseignements similaires à d'autres pays exportateurs. Enfin, il a dit que par définition, la valeur transactionnelle était égale au prix payé ou à payer pour l'exportation dans le pays importateur et qu'elle devrait donc être la même pour l'exportateur autant que pour l'importateur. L'idée n'était pas d'utiliser ces renseignements en tant que valeur de substitution. Si la valeur à l'exportation était différente de la valeur déclarée, l'Accord prévoyait que la valeur transactionnelle déclarée serait rejetée et ce serait la méthode suivante qui serait employée. La question de savoir si le pays exportateur vérifiait la valeur à l'exportation importait peu puisque le gouvernement indien cherchait à obtenir des renseignements sur le prix réel déclaré dans le pays exportateur. Enfin, l'intervenant a indiqué que sa délégation avait déjà répondu à la majorité des questions posées par les États-Unis.

1.37 La représentante des États-Unis a dit que sa délégation était préoccupée par l'éventualité d'avoir à partager les valeurs à l'exportation entre les administrations douanières à travers un cadre de règles contraignantes et ce, en l'absence de définition reconnue internationalement pour les valeurs à l'exportation. Sa délégation chercherait à puiser dans la proposition de l'Inde ainsi que dans d'autres interventions pour alimenter sa réflexion dans le cadre de ce mandat.

1.38 Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation reconnaissait que l'Accord ne parlait pas des valeurs à l'exportation. Toutefois, il disait que la valeur transactionnelle se définissait comme le prix

payé ou à payer pour les marchandises vendues à l'exportation dans le pays importateur. De ce fait, le prix de vente à l'exportation devrait être le même que celui déclaré dans le pays importateur, sauf si l'importateur a choisi de tromper les douanes et de déclarer un prix différent. Sinon, les deux prix devraient être identiques. En revanche, cela n'excluait pas la possibilité que des ajustements soient apportés pour des impositions internes, des incitations accordées, etc. Cela ne voulait pas dire non plus que sa délégation avait prévu de substituer ce prix lorsqu'il était différent de la valeur déclarée. Il ne servirait qu'à des fins de vérification de la valeur déclarée en cas de fraude soupçonnée. S'il y avait une différence considérable entre les deux valeurs, c'est la valeur à l'exportation qui pourrait servir de preuve pour rejeter la valeur déclarée. Les marchandises seraient alors évaluées selon les méthodes subséquentes.

1.39 La représentante des États-Unis a indiqué que cela complétait les questions de sa délégation sur la proposition de l'Inde. Elle a cependant ajouté que la valeur transactionnelle inclurait aussi les ajustements prévus à l'article 8. En tout état de cause, la proposition de l'Inde constituait un point de départ utile pour le débat sur le paragraphe 8.3, et sa délégation était impatiente de voir les contributions de tous les Membres dans le rapport adressé au Conseil général sur cette question.

1.40 Le représentant des Communautés européennes a noté qu'un certain nombre d'éléments présentés pouvaient être considérés comme un début de structure pour les travaux ultérieurs au titre du paragraphe 8.3. L'OMD pourrait jouer un rôle dans ces travaux et le Comité pourrait chercher à cerner davantage ce rôle.

1.41 Le Comité a pris note des déclarations. Il est convenu de revenir sur cette question à la prochaine réunion.

- *Tirets du paragraphe 7 du document Job(01)/152/Rev.1*

- *Tiret 57*

1.42 Le Président a appelé l'attention des Membres sur la communication présentée par l'Inde (G/VAL/W/101), qui contenait les réponses aux questions posées par plusieurs Membres dans la série de documents G/VAL/W/98 et Add.1 à 5. Il a invité les Membres à formuler des observations d'ordre général.

1.43 Le représentant de l'Inde a rappelé que l'Accord reconnaissait l'importance des dispositions de l'article VII du GATT de 1994 et la nécessité d'élaborer des règles pour leur application uniforme et prévisible. L'Accord reconnaissait également le besoin d'un système équitable, uniforme et neutre d'évaluation des marchandises pour les fins douanières. Pour atteindre ces objectifs et du fait de sa longue expérience de la mise en œuvre de l'Accord, l'Inde soumettait des propositions pour clarifier davantage ces dispositions et en prévenir l'utilisation abusive. Sa délégation était sensible aux préoccupations exprimées et considérait le processus des questions et réponses comme constructif. Elle avait tenté de répondre à presque toutes les questions et espérait que les réponses écrites qu'elle avait données auraient dissipé les doutes. Elle avait tenté de détailler et de clarifier les raisons qui justifiaient la présence de ces questions depuis l'époque antérieure à Seattle (presque depuis 1998). Les comptes rendus détaillés des réunions du Comité en témoignaient. L'intervenant a exhorté les Membres à faire avancer le processus d'une manière constructive et en coopération, afin de respecter le calendrier global prescrit pour le règlement des questions de mise en œuvre. Il a rappelé qu'à la dernière réunion, certaines procédures avaient été élaborées en vertu desquelles les questions complémentaires devaient être acheminées à sa délégation avant le 9 septembre. Il a confirmé que sa délégation n'en avait encore reçu aucune mais qu'elle était toujours prête à répondre à toute question qui pourrait être posée.

1.44 Le représentant des Communautés européennes jugeait utile l'exercice de questions et de réponses lié à la mise en œuvre, et a ajouté que les renseignements fournis étaient assez complets. Il comprenait les raisons fondamentales qui justifiaient les propositions de l'Inde, mais ne croyait pas que ces propositions permettraient de régler les problèmes. Par exemple, s'agissant du tiret 57, la question était d'établir les faits, d'évaluer la nature de la transaction et de s'assurer que tous les renseignements déclarés étaient exacts. En soi, l'article 8.1 b) iv) ne créait pas de mécanisme particulièrement favorable à la fraude. La modification proposée créerait un changement fondamental dans l'approche de l'évaluation parce qu'elle aurait pour effet de taxer les services produits dans le pays importateur, ce qui était contraire à tous les principes de l'évaluation. Elle ne serait certainement pas utile pour les pays en développement, parce qu'elle transformerait un secteur d'activité économique potentiellement générateur de valeur élevée en une partie de l'assiette d'imposition pour les marchandises importées. Pareille mesure serait difficile à défendre sur le plan économique. Étant donné que cette disposition entraînait une transaction commerciale complexe, elle pourrait donner lieu à des problèmes d'évaluation, qui ne devraient pas automatiquement être étiquetés comme fraude majeure. Toutefois, la prestation de services dans un pays importateur doit demeurer assujettie à une reconnaissance spéciale au sens de l'article 8. Il restait toujours difficile de voir comment les modifications proposées bénéficieraient à qui que ce soit.

1.45 La représentante des États-Unis estimait que toute question complémentaire qui serait posée pourrait faire l'objet d'un débat en réunion extraordinaire du Comité, si besoin était. Sa délégation était d'avis que le tiret 57 déboucherait sur une double imposition. Elle craignait aussi que la proposition ne requière une modification à l'article 8.1 b) 4). Elle ne partageait pas le point de vue de l'Inde voulant qu'il n'y ait aucune raison logique à la séparation entre les apports internes et les apports étrangers dans cette disposition. Celle-ci contenait une incitation à acheter ce genre de services dans le pays d'importation; les droits de douane devaient être d'application pour les produits étrangers importés, et non pas pour les produits de fabrication nationale.

1.46 Le représentant du Japon a noté qu'à l'OMC, les biens et les services étaient traités différemment. Sa délégation ne voyait pas comment la proposition permettrait de prévenir la fraude, qui existerait de toute manière et qui n'avait rien à voir avec l'Accord. La fraude existerait quel que soit le système utilisé. L'OMD et d'autres organisations internationales disposaient de nombreux outils pour la réprimer. Les administrations douanières devaient accroître leur capacité de lutter contre la fraude lorsqu'elle était présente.

1.47 Le représentant du Canada reconnaissait les mérites des propositions de l'Inde mais espérait plus de détails. L'Inde avait bien donné des éclaircissements sur les raisons qui motivaient ses propositions, mais la délégation de l'intervenant ne comprenait toujours pas comment elles permettraient d'empêcher que les règles ne soient contournées par des importateurs malhonnêtes. Le problème se situait au niveau de l'application des réglementations et procédures douanières, et la délégation canadienne n'était toujours pas convaincue qu'il soit nécessaire de modifier l'Accord pour arriver à cette fin. L'Accord établissait le cadre réglementaire voulu pour déterminer la valeur, et n'empêchait pas les Membres de mettre en place des mesures destinées à assurer l'obéissance aux règles. Les autorités de l'intervenant ne voyaient rien dans l'Accord qui empêcherait les pays d'appliquer effectivement leurs règlements et procédures. À cet égard, la délégation canadienne continuait de croire qu'il y avait d'autres moyens de régler ces questions sans compromettre l'équilibre des droits et obligations négocié dans l'Accord.

1.48 Le représentant du Brésil a dit que sa délégation continuait de favoriser l'esprit du tiret 57, non pas pour des raisons de lutte contre la fraude, mais parce que les dispositions actuelles étaient asymétriques, ce qui constituait un sujet de préoccupation. L'article 8.1 b) iv) semblait reconnaître implicitement que la fourniture de ces services sans frais ou à coût réduit aurait une incidence sur la valeur finale du produit. L'asymétrie découlait du fait que si l'acheteur acquérait les services dans un pays tiers et les fournissait sans frais ou à coût réduit au fabricant, leur coût serait ajouté à la valeur du

produit. Si les services étaient achetés au pays puis fournis au fabricant, leur coût ne pourrait être ajouté à la valeur du produit. Toutefois, dans les deux cas, l'incidence de la fourniture et du service était la même. La délégation de l'intervenant craignait que les dispositions actuelles de l'article 8.1 b) 4) ne créent une échappatoire ou une asymétrie de traitement en rapport avec l'origine pour les mêmes services.

1.49 Le représentant de l'Inde a expliqué que le tiret 57 découlait de l'expérience de l'application de l'Accord vécue par son administration douanière. Le Brésil avait noté que la disposition en question était asymétrique. Les services visés à l'article 8.1 b) iv) fournis par l'acheteur et rendus dans le pays d'importation exigeaient un traitement spécial qui était différent de ce que prévoyaient les autres dispositions de l'article 8.1. L'historique des négociations n'apportait aucun éclairage sur la raison qui faisait que cette disposition était ainsi libellée. Certains avaient mentionné qu'il existait une intention d'offrir une incitation économique, mais sa délégation estimait qu'une telle incitation devrait être laissée à la discrétion de l'administration douanière. Il ne convenait pas d'instituer une dérogation spéciale à l'Accord. Le tiret 57 était proposé parce que cette disposition donnait lieu à une dissociation artificielle des valeurs, laquelle pouvait avoir de graves conséquences économiques dans le pays importateur.

1.50 Pour ce qui était de la double imposition, c'est-à-dire le fait qu'un même article serait assujéti à la taxe une fois dans le pays importateur et une autre fois en tant que produit final à l'importation, la délégation de l'intervenant ne croyait pas que l'Accord soit l'instrument approprié pour régler les questions tarifaires. L'Accord ne visait pas à offrir une incitation ou un avantage tarifaire particulier à l'importateur. La décision de mettre en place ce genre d'incitation économique devrait être prise par le gouvernement du pays qui, s'il le décidait ainsi, pourrait accorder des exonérations spécifiques pour le développement de ces branches de production nationales. Si un pays ne voulait pas offrir cette sorte d'incitation, il ne serait pas obligé de le faire. Cette disposition faisait l'objet d'interprétations différentes selon les Membres. La délégation de l'intervenant estimait que cet avantage particulier n'était offert qu'à l'importateur du pays d'importation. Si une autre personne du pays importateur rendait les services, leur coût serait inclus dans la valeur en douane. Toutefois, certains autres Membres croyaient comprendre qu'il fallait interpréter cette disposition comme voulant dire que la valeur des services rendus par n'importe qui dans le pays d'importation ne serait pas ajoutée à la valeur en douane. Il s'agissait là d'un problème de divergence d'interprétations qui pourrait mener à la confusion et créer des problèmes au niveau de l'évaluation.

1.51 Le représentant du Japon a noté la divergence d'interprétations mentionnée par l'Inde. Il ne souhaitait pas entrer dans ce débat technique mais estimait que le Comité pourrait revenir sur ce point ultérieurement. Selon lui, les dispositions actuelles, qui permettaient aux importateurs japonais de soustraire les coûts d'ingénierie internes, souvent assumés par les importateurs eux-mêmes, avaient leur mérite.

1.52 Le représentant du Canada a mis en évidence une autre préoccupation que soulevait le tiret 57 en rapport avec l'uniformité. Si la proposition de l'Inde était acceptée, ne créerait-elle pas une sorte de contradiction avec l'article 6 de l'Accord, qui contenait les dispositions se rapportant à la méthode de la valeur calculée? Cette dernière incluait la valeur des éléments cités à l'article 8.1 b) iv) mais seulement dans la mesure où ces éléments étaient imputés au producteur. Il apparaissait à la délégation de l'intervenant que cette contradiction entre les méthodes serait directement incompatible avec le principe fondamental qui était à l'origine de l'Accord, en l'occurrence l'uniformité, sans égard à la méthode d'évaluation utilisée. D'autres tirets risquaient de créer des problèmes analogues, dans la mesure où ils pourraient, en répondant à la préoccupation légitime soulevée par l'Inde, entraîner un effet de domino eu égard à d'autres principes fondamentaux de l'Accord.

1.53 Le représentant du Brésil réfléchissait à la question du Canada. S'agissant de la préoccupation relative à la double imposition, il considérait que les dispositions actuelles posaient déjà ce genre de

problème. Si l'importateur achetait les services auprès d'une tierce partie du pays d'importation, il acquitterait les taxes intérieures applicables à ces services. S'il fournissait par la suite les services sans frais ou à coût réduit au producteur d'un pays d'exportation, le coût des services ne serait pas factorisé dans l'évaluation. Si en revanche les services étaient achetés dans un pays tiers, les taxes seraient d'application au moment de l'achat puis le seraient encore lorsque les services seraient rendus gratuitement au producteur. Les Membres devraient se demander s'ils souhaitaient approuver le recours à des mesures destinées à encourager l'application de prescriptions sur la teneur en éléments locaux.

1.54 Le représentant de l'Inde ne voyait pas de conflit avec le tiret 57 et l'article 6 de l'Accord. Selon ce dernier article, la valeur des importations était égale à leur coût, y compris le coût de production et le bénéfice. Tous les éléments entrant dans la production devaient être inclus dans la valeur calculée. Les autres éléments visés à l'article 8.1 étaient inclus; la proposition de sa délégation visait à éliminer toute disparité entre les éléments mentionnés à l'article 8.1. L'intervenant convenait avec le Brésil que la double imposition existait déjà dans les dispositions actuelles. Si la raison du libellé des dispositions actuelles était de créer une incitation en faveur de la branche de production nationale, une telle incitation devrait être laissée à la discrétion de chaque pays.

1.55 Le représentant du Canada a précisé que le paragraphe 3 de la note relative à l'article 6 de l'Accord disait que la méthode de la valeur calculée devait comprendre tous les éléments prescrits à l'article 8.1 b). Toutefois, la valeur des éléments mentionnés à l'alinéa iv), calculée dans le pays d'importation, devait être incluse uniquement dans la mesure où ces éléments étaient mis à la charge du producteur. De ce fait, si elle était appliquée, la proposition du tiret 57 compromettrait le principe de l'uniformité ou de la neutralité entre les diverses méthodes d'évaluation. La délégation de l'intervenant estimait que l'intention des négociateurs avait été de faire en sorte qu'il n'y ait pas de distorsion dans le recours aux différentes méthodes d'évaluation énumérées dans l'Accord. L'intervenant s'est interrogé à savoir si les partisans du tiret 57 avaient pris cela en compte.

1.56 Le représentant de l'Inde était d'accord sur le fait qu'il pouvait y avoir un problème eu égard à l'article 6. Toutefois, il estimait que l'existence de ce problème était imputable à l'asymétrie présente dans l'article 8.1 b). La proposition faite par sa délégation de faire disparaître la distinction particulière à l'alinéa iv) devrait permettre d'éliminer tout conflit avec l'article 6. L'alinéa iv) devrait être aligné sur les autres alinéas de l'article 8.1 et l'asymétrie disparaîtrait, ce qui simplifierait aussi les choses pour les administrations douanières. La disposition particulière de la note relative à l'article 6 devrait alors être corrigée.

1.57 La représentante des États-Unis a noté que la discussion tournait en rond. Elle ne comprenait pas pourquoi l'Inde cherchait à taxer doublement ses propres ouvrages d'ingénierie et de conception alors qu'ils pourraient ultérieurement être incorporés dans le produit importé. La seule raison de faire une telle chose serait d'avoir comme but d'augmenter les recettes douanières. Elle a demandé à l'Inde si c'était ce qu'elle cherchait. Elle a aussi demandé au Brésil de préciser son point de vue puisque l'historique des négociations montrait que le Brésil avait initialement proposé d'exclure de la valeur transactionnelle le coût de ces services d'origine nationale.

1.58 Le représentant des Communautés européennes a noté que l'asymétrie présente dans l'article devait y avoir été mise par les négociateurs pour une raison; l'éliminer pour le simple fait de revenir à la symétrie ne permettrait pas de régler le problème. Il était difficile d'imaginer que l'on modifie une règle ou une disposition pour qu'elle se traduise par une taxation de biens ou de services produits dans le pays d'importation. Il a ajouté un point technique sur la question de la taxation. Comme l'Inde l'avait signalé, les éléments produits dans le pays d'importation qui étaient ajoutés à la valeur en douane à la réimportation seraient assujettis à la taxation, sauf si les administrations douanières autorisaient une exemption de droits à la réimportation de marchandises déjà exportées. C'était ce que faisaient la plupart des administrations douanières. Toutefois, une telle disposition ne pouvait pas être

introduite pour les services visés à l'article 8.1 b) iv). Il ne fallait pas oublier cela lorsqu'on parlait de chaque pays qui créait sa propre exception afin d'accorder une incitation. S'agissant de la divergence d'interprétations citée antérieurement, l'intervenant estimait que la Comité technique de l'OMD était l'enceinte idéale pour examiner cette question. Une requête pourrait lui être adressée pour qu'il se penche sur cette question, maintenant ou plus tard, mais séparément du travail immédiat de mise en œuvre. Quant au problème de la lutte contre la fraude, les services douaniers avaient accès à beaucoup de moyens pour éviter d'être dupés. Il appartiendrait aussi au Comité technique de l'OMD d'examiner ce problème indépendamment des discussions de l'OMC.

1.59 En réponse aux propos des États-Unis, le représentant du Brésil a reconnu que le paragraphe 16 du document du Secrétariat sur l'historique des négociations relatives à l'Accord (G/VAL/W/95) renfermait la référence précise à la proposition faite par son pays d'exclure de la valeur transactionnelle les coûts de l'ingénierie, du développement, des travaux de graphisme, des travaux de conception, et des plans et croquis concernant les articles importés. Il a expliqué qu'il s'agissait là d'une proposition générale mais qu'elle avait été adoptée d'une manière spécifique. Cette exonération ne pouvait être accordée que si les services étaient fournis sans frais ou à coût réduit par l'acheteur depuis son propre pays. Le problème se rapportait à l'asymétrie dans la mesure où le même service recevait aux termes des dispositions de l'article 8.1 b) iv) un traitement différent selon son origine. L'intervenant a noté le propos des CE selon lequel aucun droit de douane ne devrait s'appliquer aux services. Toutefois, dans de nombreuses situations, des droits frappaient les services qui entraient dans la production de marchandises. Si les services fournis étaient mis à la charge du producteur du pays d'exportation, ils pourraient être ajoutés à la valeur taxable et cela reviendrait à soumettre à des droits de douane la composante "services" d'une marchandise. La délégation de l'intervenant n'était pas à l'aise avec l'existence d'un traitement différent pour la même transaction en fonction de l'origine des services rendus.

1.60 Le représentant de l'Inde appuyait le point de vue exprimé par le Brésil concernant la taxation des services. Les services constituaient un intrant du coût de production. Lorsqu'ils étaient rendus dans le pays importateur et leur valeur ajoutée à la valeur du produit, on constatait que leur importation pouvait être taxée. Par principe, l'Inde n'avait aucunement l'intention de taxer doublement les importations; d'ailleurs, les taxes internes ne s'appliquaient pas à des produits livrés à l'acheteur étranger depuis le pays d'importation. Les éléments détaxés devenaient partie intégrante des marchandises importées et leur valeur était ajoutée au coût du produit et non à la base d'imposition. En cas de réimportation, ils étaient évalués comme toute autre marchandise importée. Une fois exportés du pays, ils étaient assimilés à n'importe quel autre produit étranger. Conclusion, la double imposition ne constituait pas un problème.

1.61 La représentante des États-Unis a noté sa question précédente. Dans le contexte de son travail global sur les questions de commerce et d'investissement, elle était étonnée de cette proposition au vu de certains autres traitements spéciaux qui étaient demandés pour des produits originaires de pays en développement.

1.62 Le représentant de l'Inde ne considérait pas que sa proposition renfermait une disposition spéciale pour les pays en développement ou pour son pays seulement. L'Inde réclamait la modification d'une disposition de l'Accord et non une autre dérogation en faveur des pays en développement.

1.63 La représentante des États-Unis a demandé à l'Inde si elle souhaitait tirer des revenus additionnels grâce à cette proposition étant donné que c'était ce qui semblait être son intention, raison pour laquelle les gouvernements pouvaient faire une association avec le développement ou les pays en développement.

1.64 Le représentant de l'Inde a dit que sa proposition ne devrait pas être interprétée comme une mesure visant à accroître les revenus. Il s'agissait plutôt d'une tentative d'accorder le même traitement à tous les intrants tout en limitant le problème auquel l'Inde faisait face dans l'identification de cette revendication particulière des importateurs. Cette disposition incitait certains importateurs à établir des factures de montants inférieurs en demandant à se prévaloir de cet avantage, à l'insu des services douaniers. Dans le cas particulier cité par son gouvernement, la fraude avait été décelée parce que l'importateur avait envoyé aux services douaniers une seconde facture en faisant valoir qu'une partie de la valeur consistait en services d'ingénierie et de développement rendus en Inde. Ce qu'on craignait, c'était qu'il puisse y avoir des cas qui passeraient inaperçus dans lesquels des montants élevés seraient considérés comme des coûts afférents à ce genre de services dans le pays d'importation. Si, par chance, l'administration des douanes réussissait à déceler une telle fraude, elle aurait besoin d'une preuve pour en établir la véracité. L'Inde souhaitait éviter pareille situation.

1.65 La représentante des États-Unis ne saisissait toujours pas bien ce que l'Inde cherchait à obtenir avec sa proposition. Les arguments se rapportant à l'asymétrie et à la double imposition ne justifiaient pas que l'on supprime une disposition de l'Accord dont on pouvait dire qu'elle accordait un avantage spécial aux pays en développement. Par ailleurs, on ne changeait pas des dispositions de l'Accord simplement pour mieux faire respecter la loi.

1.66 Le représentant du Brésil ne considérait pas que cette disposition relevait du traitement spécial et différencié. Elle ne visait pas spécifiquement les pays en développement. Pour sa délégation, le problème était la discordance entre les alinéas i) à iii) d'une part, et l'alinéa iv) d'autre part; sa délégation ne comprenait pas pourquoi les services faisaient l'objet d'un traitement asymétrique selon leur origine. C'était le seul point que sa délégation cherchait à corriger parce qu'il lui semblait que les mêmes problèmes surgiraient à la prestation de ces services sans frais depuis un pays tiers, tout comme depuis le pays d'importation. Les conséquences seraient exactement les mêmes.

1.67 La représentante des États-Unis a demandé au Brésil en quoi la question qu'il avait soulevée se rapportait-elle à la mise en œuvre proprement dite de l'Accord? Celui-ci aurait peut-être dû être négocié différemment, mais il était comme il était, et elle ne pouvait pas accepter qu'il soit modifié parce que certaines délégations n'en aimaient pas le libellé au motif qu'il s'agissait d'une question de mise en œuvre. Si un gouvernement avait des difficultés dans sa lutte contre la fraude, c'était peut-être sous cet aspect qu'il fallait aborder la question plutôt que sous celui de la mise en œuvre.

- *Tiret 58*

1.68 Le représentant du Japon avait quelques difficultés fondamentales à accepter ce tiret. S'il se félicitait des réponses de l'Inde, il voulait une réponse à la question 12. Il a noté que l'Accord avait été mis en place pour établir un équilibre entre le besoin pour les administrations douanières de réprimer adéquatement la fraude et celui pour les exportateurs de bénéficier de méthodes équitables d'évaluation en douane. Satisfaire davantage à un besoin plutôt qu'à l'autre aurait pour effet de modifier considérablement cet équilibre. La délégation de l'intervenant craignait que les propositions de l'Inde ne menacent les intérêts des exportateurs. En outre, ces propositions changeraient fondamentalement l'Accord actuel parce que les mesures proposées étaient pour le moment interdites. Au cours du débat sur le paragraphe 8.3 de la Déclaration de Doha, l'Inde avait dit qu'elle avait de la difficulté à déterminer les prix à l'exportation. Toutefois, dans la discussion sur le présent tiret, elle disait que les prix à l'exportation dans un pays tiers seraient accessibles par divers moyens. L'intervenant a ajouté que les points de départ pour appliquer les deux méthodes proposées étaient fort différents. De nombreux ajustements seraient nécessaires parce que le volume des ventes serait peut-être différent de la transaction en question. Dans la mesure où il n'y avait aucune explication de ces ajustements, l'adoption de la proposition pourrait mener à des valeurs arbitraires ou fictives contraires aux principes et aux dispositions de l'Accord.

1.69 Le représentant du Brésil a noté que la proposition viserait à éliminer deux des méthodes interdites à l'article 7 de l'Accord. La première était celle fondée sur le prix des marchandises sur le marché intérieur du pays d'exportation. Sa délégation n'était pas à l'aise avec cette méthode parce qu'elle pouvait être perçue comme étant incompatible avec le préambule de l'Accord, selon lequel les procédures d'évaluation ne devraient pas être utilisées pour combattre le dumping. L'enquête relative aux prix pratiqués sur le marché intérieur constituait essentiellement une procédure d'enquête antidumping. La seconde méthode proposée était celle fondée sur le prix de marchandises vendues pour l'exportation à destination d'un pays tiers. La délégation de l'intervenant jugeait cette proposition intéressante parce que des changements majeurs étaient intervenus sur la scène commerciale mondiale depuis la négociation de l'Accord. Plus précisément, l'expansion remarquable du commerce intra-entreprises avait constitué l'essentiel de la croissance des échanges ces dernières années. Il conviendrait de porter attention à ce genre de transactions en appliquant la méthode résiduelle d'évaluation en douane.

1.70 Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation était convaincue que les propositions s'éloigneraient des principes, de la teneur et de l'équilibre de l'Accord. L'évaluation concernait les transactions et la réalité commerciale lorsque l'acheteur payait les marchandises dans le pays d'importation. La hiérarchie des méthodes était fondée sur l'extrapolation de ce concept, sauf pour ce qui était de la valeur calculée. Les exceptions prévues à l'article 7 visaient à faire en sorte qu'aucun système parallèle ou autre susceptible d'affaiblir la solidité et l'intégrité du système d'évaluation ne puisse être imaginé. Selon la proposition, si une administration douanière n'était pas convaincue de la justesse de la valeur déclarée par un importateur et ne pouvait arriver à une valeur en appliquant l'une quelconque des autres méthodes, il lui serait raisonnable, juste et acceptable de chercher le prix des marchandises dans n'importe quel autre pays. Pareille proposition était si éloignée des principes de l'Accord qu'il était difficile de voir comment elle pouvait constituer une solution à quelque problème que ce soit. Compte tenu des six méthodes disponibles et de la souplesse additionnelle prévue à l'article 7, on voyait mal pourquoi il serait même nécessaire d'envisager, y compris dans des situations extrêmes, d'évaluer des marchandises sur la base des prix dans un autre pays. L'intervenant a demandé quel pays servirait de référence à cette fin? Il en résulterait de la confusion étant donné que les prix variaient tout le temps. Éliminer les sauvegardes minimales de l'Accord telles que celles qui sont inscrites à l'article 7 reviendrait à affaiblir directement et considérablement l'Accord, et en inciterait certains à calculer des valeurs à l'importation selon des méthodes contraires aux dispositions et aux principes de l'Accord.

1.71 Le représentant du Canada a fait siennes les déclarations des CE et du Japon. L'article 7 représentait la méthode d'évaluation de dernier recours lorsqu'il n'était pas possible de déterminer la valeur d'une marchandise importée par application des dispositions précédentes. L'interdiction de certaines méthodes à cet article visait à faire en sorte que la méthode résiduelle d'évaluation respecte les dispositions et principes généraux de l'Accord. Or la proposition aurait pour effet d'introduire des méthodes incompatibles avec les principes qui sont à la base de l'Accord. Les modifications suggérées modifieraient l'équilibre des droits et obligations que les négociateurs avaient jugé important. Tout changement, toute suggestion destiné à améliorer l'Accord devrait être fondé sur la notion voulant que la valeur transactionnelle soit rattachée aux marchandises importées et que le processus de détermination de la valeur repose sur une consultation en bonne et due forme avec les importateurs. Toutes les autres méthodes d'évaluation respectaient ces principes, et la délégation de l'intervenant serait extrêmement réticente à envisager de modifier la méthode résiduelle d'une manière qui n'irait pas dans le sens de ces principes.

1.72 La représentante des États-Unis souscrivait à la déclaration des CE. Selon elle, l'examen de l'historique des négociations révélait que l'inclusion des articles 7 c) et e) reposait sur des principes fondamentaux, notamment faire échec aux valeurs arbitraires et fictives, empêcher les retards dans l'obtention des renseignements pertinents et éviter les difficultés que pose la vérification des valeurs

internationales. Comment l'Inde croyait-elle obtenir des renseignements fiables sur les prix intérieurs dans le pays exportateur ou sur les prix des marchandises exportées dans un pays tiers? Cela était une question complémentaire puisque sa délégation n'était pas satisfaite des réponses obtenues sur ce point.

1.73 Le représentant de l'Inde a expliqué que les situations dans lesquelles ses autorités recouraient à ces méthodes particulières se produisaient très rarement et seulement lorsque les six autres méthodes ainsi que l'approche flexible prévue à l'article 7 avaient été utilisées. Ce n'est qu'à ce moment-là que les douanes cherchaient les renseignements proposés afin de faciliter la détermination de la valeur. Le prix de vente sur le marché intérieur dans le pays exportateur ou le prix à l'exportation dans un pays tiers devaient être ajustés en fonction des écarts dans les niveaux commerciaux ou dans les quantités ainsi que des dépenses de vente locales. Selon les circonstances, un examen des ajustements au cas par cas devait être effectué. L'intervenant a noté qu'une modification serait nécessaire pour supprimer les dispositions particulières de l'article 7, sinon la proposition ne pourrait pas être mise en œuvre. Il respectait le fait que certaines délégations se souciaient de ce que la proposition puisse contredire la disposition du préambule de l'Accord selon laquelle l'évaluation ne devrait pas être utilisée comme moyen de lutter contre le dumping. Toutefois, il a insisté sur le fait qu'il ne devrait être recouru à ces méthodes que dans les situations très particulières où aucune autre méthode ne serait utilisable.

1.74 Les renseignements seraient obtenus en consultation avec l'importateur pour préserver la transparence. Il pourrait par ailleurs être recouru à d'autres sources, même s'il était difficile de dire catégoriquement à ce stade quelles seraient ces sources. L'intervenant a répété que cette méthode ne serait utilisée qu'en dernier recours, lorsque toutes les autres méthodes se seraient avérées inefficaces. Il convenait que l'historique des négociations montrait que la disposition particulière sur les prix de vente intérieurs avait été incorporée à la demande des pays en développement. Toutefois, cela s'était passé il y avait 25 ans, et les courants commerciaux avaient bien évolué depuis cette époque. De nombreux autres accords douaniers internationaux avaient été actualisés en fonction des changements survenus dans les courants commerciaux, et il n'était que normal que l'on réexamine certaines des dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane qui posaient problème.

- *Tiret 59*

1.75 Le représentant du Japon a demandé quelques éclaircissements sur la nature des envois pilotes, qui étaient au cœur de la question. Il croyait comprendre que le problème de l'Inde concernait les envois pilotes qui franchissaient la frontière à des prix anormalement bas et qui devenaient par la suite des "précédents" pour le dédouanement de plus grandes quantités de marchandises. Sa délégation n'était pas certaine de bien cerner les types d'envois dont parlait l'Inde et demandait des exemples détaillés. Même s'il y avait un problème de petits envois pilotes, ses autorités douanières feraient enquête et établiraient la valeur originelle, ce qui permettrait de corriger les valeurs subséquentes et de faciliter la manutention de ces envois. La solution à long terme à ce problème résidait dans l'accroissement des pouvoirs des autorités douanières en matière de répression de la fraude.

1.76 Le représentant de la Corée a dit que suivant les principes de l'Accord, la valeur en douane devrait être fondée sur la valeur transactionnelle réelle. La proposition de l'Inde visait à modifier l'Accord de manière à dire que lorsqu'il y aurait plus d'une valeur transactionnelle, la valeur la plus élevée, plutôt que la plus basse, serait choisie. Or il serait difficile, complexe et plus long de trouver la valeur la plus élevée, et cela pourrait nuire à l'objectif de facilitation des échanges.

1.77 Suite à la réponse de l'Inde à une question de sa délégation, la représentante des États-Unis a demandé à ce pays à quels renseignements relatifs au marché international et autres facteurs il s'était référé et quels étaient les renseignements qu'il avait actuellement à sa disposition? Pourquoi l'Inde ne se servait-elle pas de cette information pour traquer les transactions pilotes? Encore une fois, la

délégation de l'intervenante ne voyait pas l'intérêt de modifier les articles 2 et 3 de l'Accord de la manière suggérée. À cet égard, elle appuyait les arguments précédemment apportés par le Japon et la Corée.

1.78 Le représentant de l'Inde a noté que sa délégation avait expliqué en détail lors de ses interventions précédentes ainsi que dans ses réponses aux questions ce qu'elle entendait par les envois pilotes. Les problèmes étaient attribuables au fait que des cartels importaient de nouveaux produits particuliers en les faisant passer par des postes frontières éloignés qui ne disposaient peut-être pas des renseignements à jour pour évaluer les produits. Étant donné qu'il s'agissait de petits envois et en fonction du degré d'urgence, les douanes pouvaient accepter la valeur déclarée qui servait alors de "précédent" pour les autres importations du cartel. L'intervenant ne comprenait pas ce que le Japon voulait dire par les obstacles aux envois pilotes. Il a ajouté que le renforcement des moyens de lutte contre la fraude était nécessaire mais ne pouvait être effectué en contravention des dispositions de l'Accord, ce qui serait le cas si des obstacles artificiels étaient déployés pour bloquer les envois ultérieurs. À moins que les douanes ne puissent affirmer qu'un envoi particulier avait été délibérément sous-évalué et ne disposent des éléments de preuve permettant de le démontrer, il serait difficile de rejeter la valeur déclarée. Se référant aux propos de la Corée selon lesquels il serait difficile de déterminer la valeur la plus élevée, l'intervenant estimait qu'il serait tout aussi difficile de déterminer la plus basse, comme le prescrivait actuellement l'Accord. En ce sens, donc, la proposition n'impliquait pas de charge additionnelle. Bien des pays avaient monté des bases de données pour se faciliter la tâche de déterminer la valeur de transactions particulières. Pour ce qui était de la question des États-Unis, le problème concernant les envois pilotes était l'existence de cartels et le fait que les douanes pouvaient dédouaner des importations avant de se rendre compte qu'il s'agissait d'envois pilotes. Il était dès lors difficile d'agir de manière rétroactive. Les renseignements relatifs au marché international pouvaient être obtenus ultérieurement auprès de sources variées, mais le mal était déjà fait. Il importait de faire preuve de souplesse eu égard aux articles 2 et 3 pour réprimer efficacement ces cas de fraude délibérée en matière d'évaluation.

1.79 La représentante des États-Unis a demandé à l'Inde pourquoi ne se servait-elle pas des renseignements relatifs au marché international dont elle disposait déjà pour traquer les transactions pilotes?

1.80 Le représentant de l'Inde a dit que le problème que l'on voulait régler par la proposition était celui des produits nouveaux sur le marché, pour lesquels ses autorités ne disposaient pas de renseignements facilement accessibles. En outre, les marchandises étaient souvent présentées à des postes frontières éloignés, qui n'avaient peut-être pas les renseignements en main. Lorsque les renseignements arrivaient, il était trop tard. Bien évidemment, si les renseignements étaient disponibles, les douanes les utilisaient.

1.81 Le représentant du Japon a dit que sa délégation ne se satisfaisait pas de l'explication concernant les envois pilotes. Elle voulait savoir si ces envois devaient être inclus dans la comparaison des prix. S'ils avaient déjà été importés avant l'importation proprement dite, ils pouvaient être écartés; seules les importations récentes pouvaient être utilisées aux fins de la comparaison des prix. Quelle était la situation concernant les envois pilotes? Par ailleurs, les autorités de l'intervenant recouraient à un système de vérification *a posteriori* qui permettait normalement de déceler les cas de fraude et d'apporter les correctifs voulus si la fraude affectait les importations subséquentes. Toutes les importations passées en fraude seraient alors réévaluées. Il s'agissait là d'une solution à plus long terme pour ce genre de fraude.

1.82 Le représentant de l'Inde n'était pas d'accord avec l'interprétation que faisait le Japon de l'Accord, qui voulait que l'on utilise la plus basse des valeurs des importations faites au même moment ou à peu près au même moment. Il était surpris de constater que l'administration douanière japonaise ne tenait pas compte de ces transactions pilotes pour déterminer la valeur selon la deuxième

et la troisième méthodes. Il convenait que la vérification *a posteriori* pourrait se révéler utile pour attaquer ce problème, mais il était impossible de vérifier chaque transaction. Ce genre d'activité était souvent le fait d'opérateurs "instantanés", qui disparaissaient aussitôt et refaisaient surface sous une autre identité. Il était souvent difficile de les retrouver pour une vérification *a posteriori*. Si on avait affaire à un importateur établi, ayant pignon sur rue, on pouvait procéder à une vérification *a posteriori*. Le problème était que ces transactions n'étaient pas normales, qu'elles étaient souvent le fait d'un cartel, et qu'elles ne pouvaient pas être décelées par une vérification *a posteriori* ou par les mécanismes de répression de la fraude.

1.83 La représentante des États-Unis voulait savoir de manière plus détaillée pourquoi les résultats des vérifications *a posteriori* ne pouvaient pas être utilisés. Concernant la question des renseignements relatifs au marché international, elle estimait que la réponse donnée par l'Inde à une question posée antérieurement par le Japon contredisait la réponse donnée à une des questions posées par les États-Unis. Si l'Inde se référait à des situations mettant en cause des produits nouveaux pour lesquels les douanes ne pouvaient obtenir l'information suffisamment tôt, pourquoi avait-elle répondu à la question des États-Unis que les envois subséquents pourraient faire l'objet d'un examen approfondi fondé sur les renseignements relatifs au marché international? Cette contradiction montrait les difficultés inhérentes aux explications de l'Inde.

1.84 Le représentant du Japon, en réaction aux observations de l'Inde, a précisé qu'il était possible que l'on ne tienne pas compte de la valeur de petits envois pilotes, cela étant fonction de la situation exacte d'un envoi en particulier. Sa délégation croyait que l'Accord disait en toutes lettres que les marchandises identiques ou similaires devaient être exportées au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises importées. Pour terminer, il a ajouté que ses autorités voulaient avoir plus de détails sur les exemples d'envois pilotes pour mieux les comprendre.

1.85 Le représentant de l'Inde a expliqué qu'il pourrait être recouru à la vérification *a posteriori* si l'importateur particulier responsable de l'envoi pilote était connu. Le problème était que les cartels donnaient souvent leurs noms et adresses à un agent des douanes d'un poste éloigné. Cette importation devenait alors un "précédent". Les douanes n'étaient pas en mesure d'examiner les détails de la transaction ultérieurement parce que les renseignements n'étaient pas disponibles et qu'il était difficile de retracer l'importateur. Cela rendait impossible la vérification *a posteriori*, surtout lorsque la valeur ou la quantité transactionnelle était faible. On procédait normalement à une vérification *a posteriori* sélective lorsque l'enquête révélait qu'il y avait eu manipulation des comptes et paiement illégal concernant les transactions. Cette vérification ne se faisait pas couramment. S'agissant de la question des renseignements relatifs aux prix internationaux, l'intervenant a expliqué que les renseignements pouvaient être disponibles ultérieurement mais, lorsque les douanes s'en rendaient compte, l'envoi était parti et il n'existait aucun mécanisme pour engager une révision. L'intervenant convenait avec le Japon que les comparaisons devaient être effectuées "au même moment ou à peu près au même moment" que l'importation proprement dite. Toutefois, le problème était que lorsque l'envoi pilote avait été dédouané, le prochain envoi arrivait très vite après.

1.86 Le représentant du Canada se demandait toujours comment répondre pour le mieux à la préoccupation de l'Inde et si la solution proposée par le tiret 59 était appropriée. Sa délégation estimait qu'il s'agissait d'un problème de lutte contre la fraude. La question était de savoir comment réprimer la fraude étant donné le caractère spécifique des difficultés auxquelles faisait face l'Inde avec les cartels, les postes frontières éloignés, et la pénurie de ressources. Sa délégation était sensible à ces préoccupations. Elle estimait que les interventions des États-Unis et du Japon concernant le recours à la vérification *a posteriori* justifiaient un examen plus approfondi. La mise en œuvre de la vérification *a posteriori* pouvait représenter un défi de taille mais, dans la foulée de quelques-unes des idées qu'il avait lui-même soumises plus tôt, elle constituait vraisemblablement une manière d'attaquer le problème qui ne compromettrait pas l'équilibre des droits et obligations négociés dans l'Accord. Le tiret 59 pouvait contribuer à régler le problème de l'Inde, mais il risquait de créer d'autres problèmes

ailleurs. Quelles étaient les implications de cette proposition sur le principe de la consultation aux fins de déterminer une valeur lorsque l'article premier était rejeté? Qu'advierait-il des principes énoncés aux articles 2 et 3 lorsque des produits identiques exportés au même moment ou à peu près au même moment devraient être comparés? L'intervenant s'est aussi interrogé à savoir que deviendrait le principe de l'uniformité? Les principes sur lesquels reposaient l'Accord étaient menacés par la mise en œuvre de cette proposition. Sa délégation tentait d'en évaluer les conséquences. Dans la mesure où la répression ou la prévention de la fraude constituerait le meilleur moyen de régler le problème légitime de l'Inde, la solution proposée était-elle proportionnée au problème à résoudre?

- *Tiré 60*

1.87 Le représentant des Communautés européennes a noté que les commissions d'achat, c'est-à-dire les paiements faits par un acheteur à son représentant dans une transaction, étaient soustraites de la valeur parce que correspondant dans les faits à une activité que l'acheteur exercerait normalement. Si l'acheteur n'était pas en mesure de trouver des fournisseurs ou de repérer des centres de production, ou éprouvait des difficultés à le faire, il confierait sans doute cette tâche à un agent. Cette activité n'avait rien à voir avec l'importation en tant que telle mais représentait un service distinct, raison pour laquelle elle n'était pas incluse dans la valeur en douane. Il était difficile pour sa délégation de justifier la modification des dispositions de l'Accord sur ce point. Dans ses réponses, l'Inde avait dit que si la commission d'achat était ajoutée au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées, tous les importateurs seraient sur un pied d'égalité et cela permettrait d'éliminer la discrimination. Sa délégation avait compris le contraire, à savoir que c'était l'acheteur qui aurait recours aux services d'un agent qui serait victime d'une discrimination si ce service était impossible. L'exemple spécifique présenté par l'Inde, qui se référait à une situation où la commission pouvait être déduite du prix des marchandises, constituait un point technique important. Ses autorités n'avaient jamais vécu de situation où les douanes avaient effectivement déduit certains éléments de la valeur indiquée sur la facture ou du prix des marchandises. Il s'agissait peut-être là d'un moyen de régler le problème de façon indépendante plutôt que de changer les règles, ce qui aurait représenté une tâche énorme. Sur le plan économique, les commissions d'achat étaient importantes parce que de nombreux acheteurs ne pouvaient pas se déplacer et comptaient sur des agents établis dans le pays exportateur pour obtenir cet important service. Si ce service devenait impossible, cela constituerait une mesure dissuasive.

1.88 Le représentant du Japon a fait sienne la déclaration des CE. Sa délégation n'était pas convaincue que la proposition permettrait de régler le problème auquel était confrontée l'administration douanière indienne. Les activités d'achat étaient distinctes de celles d'importation de marchandises et l'Accord prévoyait que les coûts liés aux activités d'achat ne devraient pas être inclus dans la valeur à des fins d'évaluation en douane. S'ils devaient l'être, il faudrait également que soient inclus tous les coûts liés à l'établissement du prix des marchandises dans le pays exportateur. Par exemple, si un importateur importait des marchandises d'Inde pour la première fois, il se rendrait peut-être dans ce pays pour voir les marchandises, les usines où elles sont fabriquées et les exportateurs. Les frais de voyage seraient assumés par l'importateur et ne constitueraient pas une commission d'achat, et de ce fait ne seraient pas inclus dans la valeur en douane. Si l'on poursuit avec cet exemple, la deuxième fois que l'importateur passerait une commande en Inde, il recourrait peut-être aux services d'un agent sur place pour déterminer le prix de la commande. Les honoraires de cet agent constitueraient une commission d'achat. Dans la situation actuelle, cette commission ne serait pas incluse dans la valeur en douane mais l'Inde proposait qu'elle le soit. Poursuivant avec le même exemple, si la transaction se passait bien, l'importateur pourrait décider d'ouvrir un bureau permanent à New Delhi, ce qui supposerait qu'il verse un salaire à un représentant local. Encore une fois, en vertu des dispositions actuelles de l'Accord, ces coûts ne seraient pas inclus dans la valeur en douane, mais ils le seraient en vertu de la proposition. Cet exemple montrait pourquoi sa délégation avait des réticences fondamentales à accepter cette proposition.

1.89 La représentante des États-Unis souscrivait aux propos du Japon et des CE concernant les préoccupations de sa délégation.

1.90 Le représentant de la Corée abondait aussi dans le sens des déclarations des CE, du Japon et des États-Unis. Les coûts de vente devaient être distingués de ceux qui étaient supportés par l'importateur.

1.91 Le représentant de l'Inde a souligné que la proposition tirait son origine de considérations pratiques. Ses autorités avaient des difficultés à distinguer les commissions d'achat des autres sortes de commissions. Il arrivait parfois que l'agent d'un acheteur agisse aussi comme agent d'un vendeur et les limites étaient difficiles à déterminer. L'agent pouvait toucher une commission de l'importateur autant que de l'exportateur et agir en qualité d'agent acheteur autant que d'agent vendeur. Un autre problème lié à ce dernier était la refacturation ou le fractionnement artificiel des prix effectifs sous le couvert de la commission d'achat. L'intervenant convenait avec les CE que l'article 8 ne mentionnait pas les éléments à déduire de la facture. Toutefois, il était préoccupé par les cas où la commission d'achat pouvait déjà avoir été versée par le biais d'une réduction du prix facturé. Encore une fois, il s'agissait du genre de problème pratique pour lequel il convenait de renforcer la répression. Ses autorités avaient tenté de le faire, mais les problèmes persistaient. Sa délégation avait une longue expérience de l'application de l'Accord, et avait mis en place une administration bien structurée pour ce faire, y compris par le moyen de l'informatique partout sauf dans les petits postes frontières éloignés. Toutefois, les problèmes d'évaluation subsistaient, et il s'agissait de problèmes concrets.

1.92 On pouvait faire valoir que les commissions d'achat n'étaient pas versées directement au vendeur et qu'elles n'augmentaient donc pas le coût ou la valeur. Mais il fallait reconnaître qu'elles constituaient également des montants dépensés par l'acheteur et qu'elles représentaient de ce fait un élément du coût d'importation. Il serait logique d'inclure toutes les commissions associées à une marchandise dans sa valeur, ce qui ferait disparaître les problèmes pratiques. Reprenant l'exemple cité par le Japon, l'intervenant n'était pas convaincu que toutes les étapes mentionnées pourraient faire l'objet de commissions d'achat. Les coûts associés à l'ouverture d'un bureau local dans un pays étranger relevaient d'une problématique différente, et il aurait besoin de plus de renseignements pour commenter plus amplement cet exemple. Le véritable problème découlait de l'existence de fraudes qui se perpétuaient sous le couvert des commissions d'achat parce que l'Accord prévoyait une dispense spéciale pour cet élément alors que tous les autres devaient être inclus dans le prix. Si cet état de choses était changé conformément à la proposition, la diminution d'évaluation serait plus facile à cerner et l'évaluation en douane et le dédouanement en seraient d'autant facilités.

1.93 La représentante des États-Unis a insisté sur le fait que la valeur devait correspondre au prix effectivement payé ou à payer. Si la proposition était acceptée, les douanes pourraient inclure n'importe quel élément de coût lié à l'importation de marchandises, payé au vendeur ou pas, dans la valeur transactionnelle. Cela voudrait dire que le prix effectivement payé ou à payer comprendrait toutes les rémunérations versées aux employés de l'importateur, les frais de téléphone, les frais généraux, etc., dans la mesure où ils seraient liés à l'achat de services et à l'organisation de l'opération d'importation. Encore une fois, cela soulevait l'élément de renforcement de la lutte contre la fraude. Au vu de l'ensemble et de la variété des activités frauduleuses citées par l'Inde, l'intervenante se demandait si d'autres Accords de l'OMC étaient touchés par ce genre d'actes clandestins. Cela donnerait-il aux Membres l'impulsion nécessaire pour entreprendre de modifier l'Accord, ou ceux-ci devraient-ils intensifier la coopération technique afin de renforcer la lutte contre la fraude et les capacités? Elle ne pouvait pas souscrire à la modification de l'Accord pour les raisons déjà citées. Cette proposition aurait pour effet d'exercer une discrimination contre les acheteurs qui comptaient sur les services d'agents, et constituerait une mesure dissuasive pour le commerce en général. Il serait peut-être utile d'examiner les moyens utilisés par d'autres pays pour lutter contre la fraude sans dissuader le recours à des dispositions légitimes telles que celles liées aux commissions d'achat.

1.94 Le représentant du Brésil a dit que de l'avis de sa délégation, une commission d'achat légitime ne devrait pas être incluse dans la valeur puisqu'il s'agissait d'une dépense engagée par l'acheteur et qu'elle ne constituait pas véritablement un intrant essentiel de l'acquisition de la marchandise. Par ailleurs, sa délégation était sensible au problème de savoir comment définir la commission d'achat et a noté à cet égard que l'Accord était peut-être vague sur ce point. Son gouvernement avait adopté une réglementation interne qui guidait les fonctionnaires des douanes quant à la manière de traiter les commissions. Les divers éléments dont la présence était nécessaire pour qu'ils puissent présumer qu'une commission était bel et bien une commission d'achat étaient énoncés en toutes lettres. Lorsqu'il manquait d'éléments de preuve pour établir le lien qui existait entre l'acheteur et l'agent, le règlement disait qu'en pareil cas, les douanes pouvaient statuer qu'il n'existait pas de lien entre l'acheteur et l'agent.

1.95 Le représentant du Japon a dit que son exemple précédent se voulait une illustration de la difficulté de déterminer les éléments à inclure ou non dans la valeur en douane dans l'éventualité où la proposition de l'Inde serait adoptée.

1.96 Le représentant de l'Inde a précisé que sa délégation n'avait pas l'intention de créer une liste sans fin d'adjonctions à la valeur en douane, comme le disaient les États-Unis et le Japon, ni d'étendre la portée de la liste existante. Il s'agissait d'apporter une petite modification à l'article 8.1 de manière à inclure les commissions d'achat qui n'entreraient pas en contradiction avec le principe de la valeur transactionnelle. Les ajustements de l'article 8.1, sinon déjà intégrés, devaient être appliqués au prix déterminé en vertu de l'article premier. L'intervenant ne voyait pas où, dans l'Accord, il était dit que les ajustements devaient bénéficier directement au vendeur. Par exemple, le coût de l'emballage, qu'il s'agisse de main-d'œuvre ou de matériaux, devait être inclus. Il pouvait arriver que l'emballage ne soit pas effectué directement par le vendeur, auquel cas celui-ci pouvait ne pas bénéficier de l'avantage, mais quelqu'un d'autre pouvait en bénéficier. En tout état de cause, ces coûts seraient inclus dans la valeur transactionnelle. L'intervenant n'était pas d'accord que chaque paiement doive bénéficier directement au vendeur. Les préoccupations de sa délégation ne se situaient pas au niveau des principes de l'Accord mais à celui de la manière pratique de déterminer le montant des commissions d'achat. Il a pris note de la déclaration du Brésil expliquant les directives internes de ce pays sur la détermination du montant des commissions. Toutefois, la proposition de l'Inde visait à trouver une solution aux problèmes que celle-ci éprouvait avec les commissions d'achat, et non à étendre la portée de l'article 8.1.

1.97 La représentante des États-Unis a demandé à l'Inde comment elle réagissait à l'intervention du Brésil sur cette question.

1.98 Le représentant de l'Inde a noté que son gouvernement avait aussi des directives et des instructions analogues sur la manière de traiter les commissions d'achat et de vérifier si un élément particulier constituait une commission d'achat ou non. Toutefois, si les douanes, par une ordonnance administrative promulguée en application de telles directives, rejetaient l'inclusion de commissions d'achat, l'importateur indien ne l'accepterait pas et intenterait une poursuite judiciaire contre elles afin de faire valoir que la commission d'achat existait bel et bien et qu'il avait le droit de s'en prévaloir. Voilà pourquoi son gouvernement ne pouvait aller aussi loin que le Brésil dans l'application de sa réglementation.

1.99 La représentante des États-Unis estimait que la proposition représentait une solution radicale au problème de l'application de la réglementation intérieure. Elle pénaliserait des commissions d'achat par ailleurs légitimes. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle était illogique et punitive. Il existait de meilleurs moyens de pallier à ce problème, et sa délégation priait instamment l'Inde de les examiner. Cela n'avait pas de sens de modifier des dispositions légitimes de certains Accords parce que des Membres éprouvaient des problèmes dans l'application de leur réglementation.

- *Tiret 61*

1.100 Le représentant du Brésil a noté que sa délégation appuyait partiellement ce tiret. Il a appelé l'attention des Membres sur la note explicative 4.1 de l'OMD qui mettait en évidence l'analyse détaillée du contrat passé entre les parties pour déterminer s'il existait un lien. Sa délégation craignait qu'il ne soit pas toujours possible pour les douanes d'avoir accès au contrat. De ce fait, les douanes devaient disposer d'une certaine latitude pour présumer de l'existence d'un lien lorsque ces documents n'étaient pas disponibles.

1.101 Le représentant de l'Inde a dit que la disposition apparentée de l'Accord, soit l'article 15:5, et en particulier son dernier segment, faisait problème depuis la négociation de l'Accord dans le cadre de l'OMC. Le compromis était le paragraphe 5 de l'Annexe III qui prescrivait une étude de la question si besoin était. Aucune étude n'avait encore été menée à cet égard. En tout état de cause, sa délégation avait de la difficulté avec ces types particuliers de transactions, d'où sa proposition. Concernant l'intervention du Brésil, sa délégation était flexible et se pencherait sur la proposition en question.

1.102 Le représentant des Communautés européennes a dit que le genre de transactions commerciales visé à l'article 15:5 n'était pas un genre spécial mais simplement une catégorie particulière de contrats commerciaux. Il y avait une différence cette catégorie de contrats commerciaux et la relation visée à l'article 15:4, qui était un lien très intime. Les transactions d'agents exclusifs, etc. ne s'effectuaient que sous une forme spéciale de contrat de distribution qui supposait une certaine exclusivité territoriale. Même l'article premier mentionnait que les restrictions géographiques ne devraient pas être considérées comme une raison de rejeter la valeur transactionnelle. Au fil des années, il n'y a pas eu de demande ni d'éléments de preuve justifiant que l'on procède au genre d'étude dont il est fait mention au paragraphe 5 de l'Annexe III. Le Comité technique de l'OMD a bien accompli quelque travail sur cette question mais, dans l'ensemble, celle-ci a suscité peu de problèmes. Si tous les agents exclusifs, etc. étaient réputés être liés, le traitement de ces transactions serait transformé et ces opérateurs seraient assujettis à de nouvelles formalités et prescriptions qui seraient difficiles à justifier.

1.103 L'intervenant a ajouté qu'il était nécessaire de déterminer qu'aucun contrôle n'était exercé sur l'acheteur (l'agent exclusif, etc.). S'il était alors imposé à l'agent exclusif de prouver qu'il n'existait pas de lien, cette obligation créerait une charge de preuve qui serait trop lourde à assumer. Il était impossible de prouver une négation – on évitait généralement ce genre de procédé dans les lois douanières et fiscales. Il y avait une différence entre l'obligation de prouver l'absence de lien et l'approche raisonnable qui consistait à demander à l'agent exclusif, etc. d'expliquer le circuit commercial et les circonstances entourant la transaction. L'Accord, en soi, disait que ces types de contrats ne présumaient pas qu'il existait forcément un lien. La délégation de l'intervenant était préoccupée par ce changement de statut et préférait maintenir l'Accord dans son libellé actuel, qui n'accordait, en fait, aucun statut particulier à ces associations commerciales.

1.104 Le représentant du Brésil a précisé que sa proposition n'impliquait pas une charge de preuve automatique de l'absence de lien pour l'agent exclusif, etc. Ce n'était que dans certaines circonstances, lorsqu'on soupçonnerait l'existence d'un lien, que les documents seraient exigés. Souvent, il était facile pour les importateurs de ne pas fournir de documents puisqu'il ne pouvait y avoir de présomption automatique de lien. De ce fait, la proposition de l'intervenant concernait des situations où les douanes exigeaient une preuve documentaire (en l'occurrence une copie du contrat entre le vendeur et l'agent) et l'importateur omettait de la fournir. Dans ces cas-là, les douanes seraient autorisées à présumer de l'existence d'un lien. Cela exercerait une pression sur l'importateur pour qu'il produise la documentation nécessaire.

1.105 Le représentant du Japon a dit que la proposition du Brésil pourrait se révéler utile. Les situations décrites par ce pays pourraient être résolues par les dispositions de la Décision ministérielle

sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée. Le premier paragraphe contenait des procédures permettant de remettre en question la valeur déclarée, y compris en demandant des explications et des documents à l'importateur. Si celui-ci omettait de fournir les renseignements demandés, la Décision prescrivait aux douanes de rejeter la valeur transactionnelle et de passer à la deuxième méthode. La délégation de l'intervenant partageait le point de vue des CE concernant les raisons pour lesquelles cette catégorie d'acheteurs devrait être isolée et punie au moyen de prescriptions spéciales. Les dispositions actuelles de l'article 15:4 indiquaient le type de relation qui était recherché aux termes de l'Accord, c'est-à-dire celui dans lequel les bénéfices seraient partagés entre l'acheteur et le vendeur. Cette notion devrait être maintenue. Il était possible que cette catégorie d'acheteurs bénéficient des escomptes les plus avantageux, mais cela était justifié par le fait que ces acheteurs devaient souvent assurer la maintenance, les réparations et les autres services après vente et faire connaître les noms de marques. Toutefois, il s'agissait là d'activités commerciales normales. Par ailleurs, il serait difficile de déterminer quels acheteurs étaient des agents exclusifs, etc. Cela dépendrait dans une large mesure des conditions prévues dans les contrats. La solution à long terme au problème de l'Inde passait par une application plus stricte des dispositions de l'Accord.

1.106 La représentante des États-Unis estimait que l'Accord comportait toutes les dispositions voulues pour répondre aux préoccupations de l'Inde eu égard aux articles 15:5, 15:4 et 17, ainsi qu'à la Décision ministérielle mentionnée par le Japon. Elle a demandé à l'Inde si elle pouvait imaginer des circonstances dans lesquelles un agent exclusif, etc. ne serait pas lié?

1.107 Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation avait donné un aperçu des problèmes particuliers qu'elle avait avec ce genre de transactions commerciales. Les problèmes tournaient essentiellement autour de l'analyse de l'association afin de déterminer dans quelle mesure elle comportait un lien et si celui-ci avait un effet sur le prix. Ce genre de transaction avait aussi été à l'origine de cas de fraude. Le problème était qu'une fois l'analyse effectuée, elle demeurait valable jusqu'à ce que des faits nouveaux soient mis en lumière. Ainsi, toutes les mesures étaient nécessaires pour établir qu'un agent exclusif, etc. n'était pas lié et que le prix n'était affecté par aucun lien. Les douanes auraient besoin de la documentation et de la preuve. Cependant, si l'agent exclusif était lié, il n'aurait pas intérêt à produire la documentation et la preuve. Cela était particulièrement le cas des relations au titre de l'article 15:4 e) à g) qui portait sur le contrôle. Voilà pourquoi la proposition présumait de l'existence d'un lien automatique pour ces catégories de transactions commerciales. Toutefois, la délégation de l'intervenant tenterait de faire preuve de flexibilité et réétudierait la proposition du Brésil.

1.108 La représentante des États-Unis, prenant acte de la flexibilité de l'Inde eu égard à la proposition du Brésil, a demandé à ce dernier si l'article 17 de l'Accord recouvrait une partie, sinon la totalité, de sa proposition? Elle a précisé que d'après ce qu'elle comprenait de cette proposition, si les douanes n'étaient pas satisfaites de la documentation fournie par l'importateur, ou de l'omission par celui-ci de fournir la documentation suite à une demande de renseignements, un lien serait réputé exister.

1.109 Le représentant du Brésil a expliqué que lorsque la documentation n'était pas fournie, les douanes étaient dans une impasse et ne pouvaient pas établir la nature de l'association entre l'importateur et le vendeur, ni déterminer si cette association relevait des dispositions de l'article 15:4. Si l'article 17 permettait de trancher cette question, il serait suffisant. Cependant, à son avis, l'article 17 n'était pas clair sur ce point.

1.110 Le représentant des Communautés européennes a dit que dans le cas de n'importe quel négociant, y compris un agent exclusif, etc., les douanes devaient commencer par déterminer la valeur conformément à l'article premier de l'Accord. Cela incluait l'examen de l'article 15 pour déterminer si les parties à la transaction étaient liées. L'article premier ne disait pas que les douanes devaient

présumer de l'existence d'un lien jusqu'à preuve du contraire. Il ne disait pas non plus qu'il incombait à l'importateur de faire la preuve qu'il n'existait pas de lien. Cela aurait représenté une charge de preuve trop lourde et n'existait dans aucune autre loi douanière ou fiscale qu'il connaisse. L'article 15:4 prévoyait plusieurs situations où la détermination était plus difficile à faire que dans d'autres. En revanche, il s'agissait d'un travail qui relevait normalement de la compétence d'une administration des douanes. À l'instar d'autres situations dans les régimes douaniers, les douanes devaient composer avec les faits tels qu'ils étaient.

1.111 Le représentant du Brésil a précisé que sa proposition ne visait aucunement à donner de nouveaux pouvoirs aux administrations douanières. Il estimait que ce type de contrat entre un agent exclusif, etc. et un vendeur était distinct des autres relations commerciales normales. Le fait qu'on ait prévu un paragraphe distinct à l'article 15 pour tenir compte du cas de ces importateurs en témoignait. Sa proposition ne visait pas à modifier la présomption selon laquelle l'association contractuelle entre ces deux opérateurs ne serait pas automatiquement réputée comme étant un lien. Il convenait qu'il était relativement simple de déterminer la nature du contrat, mais encore fallait-il qu'une copie du contrat soit disponible. Ce que sa délégation proposait, c'était que si le contrat n'était pas fourni, les douanes devraient être autorisées à statuer qu'il existe un lien.

1.112 Le représentant de l'Égypte a demandé qu'est-ce qui empêcherait des importateurs malhonnêtes de présenter un contrat factice pour camoufler le lien? La proposition du Brésil permettrait-elle réellement de régler un problème de fraude potentielle?

1.113 Le représentant du Canada était préoccupé par les conséquences non désirées de la mise en œuvre de la proposition. Sa délégation convenait avec les CE et les États-Unis qu'il existait dans l'Accord certaines sauvegardes qui donnaient aux douanes la flexibilité voulue pour vérifier l'exactitude des renseignements présentés par un importateur. Les sauvegardes ne se limitaient pas à l'exactitude de la valeur déclarée mais s'étendaient aussi à toute déclaration faite par l'importateur. Si l'Inde et d'autres pays faisaient face à certains problèmes qui justifiaient la mise à la disposition de leurs services douaniers de plus d'outils que ceux qui étaient prévus par l'article 17, les solutions éventuellement envisagées devraient être circonscrites au type particulier de préoccupation. Que faudrait-il prévoir pour les cas où un acheteur et un vendeur seraient liés mais dont le lien n'aurait aucun effet sur le prix? La relation pourrait avoir toutes les caractéristiques d'un lien entre deux négociants indépendants. Comment la proposition prendrait-elle en compte la situation de ces négociants? Il semblait injuste de pénaliser les négociants qui seraient liés mais dont le lien n'aurait aucun effet sur la valeur transactionnelle. Il conviendrait de rechercher des solutions de rechange à la proposition de l'Inde, et la proposition du Brésil pourrait être envisagée sous la forme d'une décision ou d'un mémorandum d'accord qui circonscrirait le problème auquel faisait face l'Inde.

1.114 La représentante des États-Unis était sensible à la flexibilité dont faisait preuve la délégation indienne. Sa délégation continuait de croire qu'il existait des solutions différentes aux problèmes soulevés par l'Inde. Différentes autorités douanières, et peut-être l'OMD, devaient réexaminer la question de manière plus approfondie afin de trouver comment le problème avait été réglé. On revenait ainsi à la suggestion faite par l'intervenante à propos de tous les tirets, à savoir que la solution idéale pour régler les problèmes était d'accroître l'assistance technique de manière à renforcer la capacité d'appliquer les règles existantes, et non de modifier l'Accord, ce qui aurait des répercussions ailleurs.

1.115 Le représentant de l'Inde estimait que l'Égypte avait soulevé une question pertinente, à savoir qu'arriverait-il si le contrat était fictif ou si les douanes avaient des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude du contrat? Il a noté que c'était en l'occurrence ce qui se produisait dans son pays, en plus du fait que les douanes n'arrivaient pas à obtenir les renseignements nécessaires pour procéder à des déterminations. Cela était particulièrement vrai dans le cas des relations visées à l'article 15:4 e) à g), qui supposaient une grande quantité d'informations et des examens approfondis. Il proposait de

modifier la proposition du Brésil de manière à y inclure non seulement le contrat mais aussi tous les renseignements que les douanes jugeraient nécessaires pour acquérir la conviction qu'il n'existait pas de lien. Si ces renseignements n'étaient pas fournis, un lien pourrait être réputé exister. Concernant la suggestion faite par les États-Unis d'accroître l'assistance technique et de renforcer la capacité, l'intervenant a noté que l'Inde appliquait l'Accord depuis bien des années et qu'elle avait abondamment bénéficié d'assistance technique à cet égard. Sa délégation n'était pas convaincue de l'utilité d'intensifier l'assistance technique. Elle recherchait une solution pratique à un problème et continuait de se montrer flexible sur la base de la solution proposée par le Brésil et modifiée par lui-même auparavant. Sa délégation aimerait que sa proposition soit examinée plus attentivement.

1.116 Le Comité a pris note des déclarations.

- *Travaux futurs*

1.117 Le Président a noté les divergences importantes qui existaient dans les débats sur les deux parties des travaux du Comité relatifs à la mise en œuvre. Concernant les tirets, il s'agissait d'un débat complémentaire, basé sur un exercice de questions et de réponses. Manifestement, les Membres n'avaient pas changé de position et il semblait y avoir peu de flexibilité dans leurs points de vue à l'heure actuelle, malgré que certains Membres aient indiqué qu'il serait possible d'examiner des solutions de remplacement pour les tirets 60 et 61. En conséquence, les discussions n'avaient pas été fructueuses et il convenait de trouver de nouvelles approches et de nouveaux mécanismes pour faire avancer le débat sur ces questions.

1.118 S'agissant du paragraphe 8.3, l'intervenant a félicité les Membres pour l'attitude positive qu'ils avaient montrée. Il croyait comprendre que les Membres étaient sensibles à la communication de l'Inde et a souligné l'importance de la coopération entre les autorités douanières et de l'échange de renseignements. Quelques Membres ont proposé d'autres solutions à l'échange de renseignements. Il croyait aussi comprendre que certaines des nouvelles solutions qui seraient proposées par écrit s'articuleraient autour de mécanismes bilatéraux d'échange de renseignements et de l'apport de l'OMD. En outre, certains Membres avaient exprimé des préoccupations et des doutes relativement à divers aspects dont faisait état la communication de l'Inde eu égard à la confidentialité, et relativement à l'utilisation de renseignements dans les procédures judiciaires, ainsi que des doutes quant à la possibilité que des demandes de renseignements soient présentées fréquemment et des doutes en rapport avec le mécanisme de surveillance, etc. Quelques Membres ont fait valoir qu'ils avaient besoin de plus de temps pour examiner la proposition qu'ils avaient reçue. L'intervenant convenait qu'un travail plus approfondi s'imposait. Il a appelé l'attention des Membres sur les solutions de rechange mentionnées ainsi que sur la proposition de l'Inde, afin de trouver un terrain d'entente. En même temps, il a demandé aux Membres de ne pas se montrer trop rigides dans leurs opinions mais de rechercher un dénominateur commun susceptible d'aboutir à une solution commune.

1.119 Le Comité tiendrait une, au plus deux, réunions avant d'avoir à soumettre ses constatations au Conseil général et au Comité des négociations commerciales. L'intervenant a noté que durant la dernière réunion, le Comité était convenu de poursuivre les discussions de fond et de décider à l'actuelle réunion de la marche à suivre, en gardant à l'esprit qu'une des options à envisager était la rédaction d'un document de synthèse. Par ailleurs, à la dernière réunion du Comité, il avait aussi été noté qu'il faudrait engager un débat général à l'actuelle réunion sur les ébauches des rapports. Il a été suggéré qu'immédiatement après, le Secrétariat rédige des projets de rapports à publier avant la réunion de novembre.

1.120 Cela étant, l'intervenant estimait que l'énergie serait mieux utilisée si l'on se concentrait sur le travail de fond et sur la préparation des rapports. Compte tenu du temps qui filait, il n'était pas convaincu de l'utilité d'un document de synthèse à ce stade des travaux. Il souhaitait cependant entendre les points de vue des Membres sur cette question et sur la manière dont ils envisageaient les

rapports. Dans le calendrier de réunions reproduit dans le document G/VAL/44, il avait été convenu de procéder à l'actuelle réunion à un échange de vues sur les rapports. Toutefois, avant de passer à cette étape, l'intervenant a noté que suivant certaines déclarations qui avaient été faites à la dernière réunion, il considérait que la préparation de ces rapports progresserait simultanément avec le travail de fond du Comité. Par cela, il voulait dire que le Secrétariat pourrait préparer les ébauches des rapports pour la réunion de novembre, pendant que les Membres continueraient à se pencher sur les questions, en préparation d'un autre cycle de discussions de fond à la même réunion. Tout élément additionnel qui ressortirait de ce travail de fond pourrait être incorporé aux révisions des rapports qui suivraient leur examen à la réunion de novembre.

1.121 Le représentant des Communautés européennes estimait que le Comité avait discuté abondamment des tirets et que la teneur de ces discussions constituait la base d'un rapport factuel qui pourrait être rédigé pour la réunion de novembre du Comité. S'agissant du paragraphe 8.3, il estimait qu'il restait encore beaucoup de travail à abattre avant la réunion de novembre.

1.122 La représentante des États-Unis abondait dans le même sens que les CE. Des travaux d'une ampleur considérable avaient été effectués sur les tirets et sa délégation avait fait part d'une certaine flexibilité pour ce qui était du tiret 61 et de la suggestion faite par le Brésil. D'un point de vue purement factuel, ces éléments pourraient se retrouver dans le rapport. Y aurait-il deux réunions en novembre?

1.123 Le Président a proposé que le Secrétariat prépare les deux rapports pour la réunion de novembre.

1.124 Le représentant des Communautés européennes a noté la différence entre les travaux accomplis relativement aux tirets et ceux qui ne faisaient que débiter concernant le paragraphe 8.3. Concernant les seconds, il estimait qu'il était prématuré de penser au rapport.

1.125 Le représentant du Canada a demandé si l'intention était de préparer un rapport sur le paragraphe 8.3 pour la réunion de novembre?

1.126 Le Président a indiqué que le projet de rapport sur les tirets serait préparé pour la réunion de novembre et qu'il serait décidé à cette réunion comment aller de l'avant avec le paragraphe 8.3.

1.127 Le représentant de l'Inde était d'accord pour fixer des dates pour la préparation des rapports. Il a demandé si le rapport marquerait la fin du débat sur les tirets ou est-ce qu'il y aurait un autre débat en novembre?

1.128 La représentante des États-Unis jugeait important d'établir un rapport factuel qui rendrait compte de la discussion, y compris pour ce qui était de la flexibilité prévue dans le tiret 61. S'agissant des autres tirets, sa délégation considérait le débat comme clos. L'intervenante travaillerait de manière bilatérale avec l'Inde sur certains points et chercherait à obtenir quelques autres éclaircissements. Les consultations s'engageraient à la lumière des éléments apportés au cours du débat sur le tiret 61.

1.129 Le représentant du Brésil a dit que le Comité avait le mandat ministériel d'examiner ces questions et, conformément au paragraphe 12 b) de la Déclaration, de faire rapport au CNC avant la fin de l'année. Jusqu'ici, les travaux s'étaient bien déroulés; les préoccupations des auteurs de propositions étaient mieux comprises et les idées étaient plus claires quant à la manière de faire avancer les choses eu égard à un certain nombre de tirets. Toutefois, l'intervenant ne voyait pas d'entente au sein du Comité et il serait prématuré de dire que les travaux étaient achevés. Le Comité avait un mandat ministériel et devait parvenir à un consensus sur la manière de faire rapport au CNC sur l'état de ses travaux en vertu de ce mandat.

1.130 Le Président a noté que consensus ou pas relativement aux tirets, il fallait faire rapport au CNC. En conséquence, la seule façon de présenter ce rapport, quant à lui, était de faire état des positions respectives des Membres.

1.131 Le représentant de l'Inde a indiqué que sa délégation ne croyait pas que le débat sur les tirets soit achevé. Il prévoyait aussi d'engager des consultations informelles avec quelques délégations et estimait que le travail pouvait encore avancer. Il n'avait aucune objection à ce que le rapport fasse état des positions respectives des Membres et de leurs déclarations, pour autant que l'on s'entende sur le fait que le débat se poursuivrait.

1.132 Le représentant du Canada appuyait le point de vue des CE et des États-Unis, à savoir que le débat de fond sur les tirets devrait s'achever avec le rapport. Il n'était pas convaincu qu'une prolongation du débat changerait quoi que ce soit dans le rapport qui doit être examiné à la prochaine réunion. Concernant le paragraphe 8.3, sa délégation prévoyait de poursuivre le travail avec un rapport au Conseil général avant la fin de l'année. Un court rapport factuel pourrait être rédigé concernant les tirets.

1.133 La représentante des États-Unis souscrivait aux observations du Canada. Elle a ajouté que les consultations que sa délégation envisageait avec l'Inde porteraient sur les préoccupations de ce pays en rapport avec le tiret 6.1. Sa délégation estimait que la solution du problème se trouvait davantage du côté de l'assistance technique car elle n'était toujours pas convaincue que les changements proposés étaient proportionnés au problème, compte tenu des dommages qu'ils pourraient causer. Il existait d'autres outils susceptibles d'aider à régler les problèmes, notamment la Décision ministérielle sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée, et elle souhaitait consulter l'Inde et le Brésil sur ces solutions de remplacement. Elle a ajouté que sa délégation ne pouvait pas accepter les propositions contenues dans les tirets et considérait que le débat était achevé. Il ne serait pas correct de continuer à poser des questions à l'Inde sur ces points. Elle n'avait entendu aucune autre délégation faire part de la nécessité d'adopter ces propositions sauf, dans quelques cas, celle du Brésil. De ce fait, sa délégation ne voyait rien de productif dans la poursuite de ces discussions. Le Comité était tenu de faire rapport au CNC avant la fin de 2002, en vue d'une action appropriée. Il relevait tout à fait de son mandat de fournir le plus de renseignements possible de manière à exprimer la teneur des discussions. Le CNC les examinerait et prendrait les mesures qu'il jugerait appropriées.

1.134 La représentante des Philippines estimait elle aussi que le Comité avait tenu un débat de fond sur les tirets. Si certains Membres croyaient que le sujet était épuisé mais qu'aucun consensus ne s'était dégagé, il fallait faire rapport en conséquence au CNC et cela constituerait la limite de ce que le Comité serait en mesure d'accomplir. Le rapport, factuel, devrait faire état de l'attitude positive des Membres et des difficultés que posaient les propositions. Il serait injuste d'accabler l'Inde avec davantage de questions. Le fait de présenter d'éventuelles solutions pourrait susciter de la controverse; de ce fait, le rapport devrait rester factuel et mentionner qu'aucun consensus ne s'était dégagé. Il appartiendrait au CNC de trouver les solutions recherchées.

1.135 Le représentant du Brésil a dit que si le Comité travaillait de manière indépendante, peut-être que certains des arguments que l'on venait tout juste d'entendre seraient un peu plus convaincants. Cependant, les questions relatives à la mise en œuvre étaient abordées de la même façon dans tous les organes de l'OMC – bien des discussions mais une crainte viscérale de faire quoi que ce soit pour répondre aux préoccupations. À cet égard, la délégation de l'intervenant serait incapable d'accepter que le rapport conclue de quelque manière que le Comité aurait épuisé le sujet. Elle estimait que celui-ci avait été saisi de problèmes concrets sur lesquels il ne s'était pas suffisamment attardé. Une solution satisfaisante pour tous les Membres n'était pas encore en vue.

1.136 Le représentant de l'Égypte souscrivait aux propos du Brésil. Il a noté que si c'était l'Inde qui essentiellement défendait les positions incarnées par les tirets, c'était parce que ce pays était l'un des seuls en développement qui avait une expérience suffisamment longue de l'application de l'Accord. Les tirets exprimaient les problèmes auxquels ces pays faisaient face. La plupart des autres pays en développement, dont l'Égypte, commençaient à peine à appliquer l'Accord. L'intervenant estimait qu'au cours des prochains mois, d'autres pays acquerraient de l'expérience et pourraient connaître des problèmes identiques ou similaires à ceux qu'éprouvait l'Inde. Selon lui, il était prématuré de laisser entendre que le sujet était épuisé, dans la mesure où il était convaincu qu'aux prochaines réunions, l'Égypte et d'autres pays participeraient plus activement au débat.

1.137 La représentante des États-Unis a dit que sa délégation n'accepterait que le rapport dise que le Comité ne se serait pas livré à un débat de fond sur les tirets. Le Comité avait bénéficié de la présence d'experts nationaux, s'était livré à un exercice de questions et de réponses, et avait procédé à une analyse en profondeur. Il ne convenait pas de ne pas tenir compte de la substance des travaux du Comité parce que des questions d'ordre politique avaient pris le dessus à l'OMC. La délégation de l'intervenante estimait que le problème fondamental de l'Inde était lié à l'application de sa législation interne et que la situation pouvait être considérablement améliorée par l'intermédiaire de l'OMD ou d'autres ressources disponibles, non seulement pour l'Inde mais aussi pour d'autres pays en développement. Elle ne croyait pas que les questions de mise en œuvre dont était saisi le Comité doivent servir d'exemple pour d'autres organes de l'OMC. Il existait d'autres importantes divergences concernant les questions de mise en œuvre au sein de l'OMC dans son ensemble autant qu'au sein du Comité, et l'intervenante ne comprenait pas la logique de certaines des propositions. En s'attardant davantage sur les tirets, le Comité ne ferait que tourner en rond. S'il n'était pas nécessaire de dire dans le rapport que le sujet était épuisé, il ne l'était pas non plus de dire que le débat était au stade préliminaire.

1.138 Le représentant des Communautés européennes souscrivait aux déclarations des Philippines et des États-Unis. Il fallait tirer la ligne quelque part; y aurait-il quelque chose de changé si le Comité poursuivait ce débat? Il serait difficile de trouver de nouveaux aspects qui n'auraient pas déjà été examinés au cours des travaux antérieurs. Les problèmes des services des douanes étaient fonction de leur niveau de développement, de la formation de leur personnel, etc. Le Comité ne se penchait pas sur ce genre de problèmes mais sur les propositions proprement dites. Il avait accompli ce travail et il devait maintenant s'acquitter de son mandat qui était de faire rapport sur le travail accompli.

1.139 Suite aux observations de l'Égypte, la représentante des Philippines a indiqué que sa délégation était reconnaissante à l'Inde d'avoir soulevé ces questions de mise en œuvre. Elle avait demandé de l'information à ses autorités douanières sur ces questions, et il lui avait été répondu que les douanes philippines n'étaient pas rendues aussi loin que l'Inde dans la mise en œuvre. Les autorités douanières de l'intervenante étaient essentiellement occupées à s'assurer que l'Accord était mis en œuvre correctement. La plupart des pays n'avaient pas acquis l'expérience de l'Inde. Sa délégation estimait que les problèmes de l'Inde étaient bien réels, et le Comité devrait continuer à examiner de quelle manière il pourrait dans l'avenir aider l'Inde et d'autres pays en développement éventuellement aux prises avec ce genre de problèmes.

1.140 Le représentant du Brésil convenait que les discussions avaient permis au Comité de procéder à un examen approfondi des questions. Il suffisait de regarder les comptes rendus des réunions pour le constater. Toutefois, ces comptes rendus n'étaient pas concluants parce que le Comité n'était pas parvenu à un accord final à ce sujet et, en ce sens, le mandat n'était toujours pas réalisé. L'intervenant a noté que le mandat parlait de répondre aux préoccupations et non simplement d'en discuter, ce qui n'avait pas été réalisé. Sa délégation recherchait une solution concrète à chacun des problèmes exposés dans les tirets, y compris une solution de repli si besoin était. De ce fait, le rapport ne pouvait pas mentionner que le travail était achevé.

1.141 La représentante de la Suisse convenait que le rapport devrait être succinct et factuel. On manquait de temps pour présenter un rapport consensuel disant que le travail n'était pas achevé et devrait se poursuivre. Elle se demandait également ce qui serait changé si les discussions sur les tirets se poursuivaient. De ce fait, un rapport factuel représenterait la meilleure manière de répondre aux questions dans le court laps de temps disponible.

1.142 La représentante des États-Unis souscrivait aux propos de la Suisse. Elle a noté que sa délégation avait commencé à examiner les problèmes afin de déterminer si elle pouvait se rendre utile. Elle ne doutait pas de l'existence de problèmes pour l'Inde mais n'était pas convaincue que leur solution se trouvait dans les propositions ou même que l'OMC était l'enceinte appropriée pour les examiner. La réponse aux difficultés d'application de la législation, qui de l'avis de sa délégation étaient à l'origine des problèmes, ne résidait pas dans une modification des Accords de l'OMC, qui pourrait créer d'autres problèmes. La délégation de l'intervenante était disposée à travailler sur cette base, mais maintenait que le débat était clos.

1.143 Le représentant de l'Inde a exprimé sa surprise d'entendre les États-Unis dire qu'après toutes ces discussions, il suffisait de renvoyer les problèmes à l'OMD pour trouver les solutions. Il ne voyait pas quel genre de solutions l'OMD pourrait offrir. Cette organisation fournissait de l'assistance technique et disposait d'un certain nombre d'instruments certes valables mais qui n'avaient pas permis de régler les problèmes cités. C'était la raison pour laquelle la délégation de l'intervenant cherchait des solutions dans le cadre de l'OMC, et avait proposé des modifications en vue de clarifier et d'affiner l'Accord. Toutefois, elle recherchait des solutions et, dans le cas du tiret 61 effectivement, une solution avait été suggérée. Sa délégation aimerait examiner la possibilité de trouver d'autres solutions dans le cadre du Comité. Dans la mesure où aucune décision n'avait été prise et seules des positions avaient été présentées, le débat n'était ni concluant ni achevé. Sa délégation ne croyait pas que les solutions puissent être trouvées dans le cadre de l'OMD étant donné que les problèmes n'étaient pas simplement liés à la répression de la fraude. Comme l'avaient mentionné les Philippines et l'Égypte, son gouvernement avait une longue expérience de l'application de l'Accord et disposait de systèmes et d'une infrastructure adéquats. Il s'était donné toutes les formalités et procédures nécessaires pour renforcer sa lutte contre la fraude mais elles n'avaient pas permis d'éliminer les problèmes. Sa délégation estimait que la solution résidait dans la poursuite du débat sur ces tirets jusqu'à ce que des solutions appropriées soient trouvées.

1.144 Le représentant du Canada estimait que le sens de l'expression "répondre aux préoccupations" n'était pas interprété de la même façon par tous. Certains Membres tenaient à ce que le débat se poursuive tandis que d'autres souhaitaient qu'il s'achève. En tout état de cause, le rapport devrait être factuel et faire état de la situation au Comité ainsi que de ces deux perspectives. Le rapport pourrait être succinct et faire référence aux comptes rendus, aux documents et aux communications présentées par les Membres, et indiquer que des discussions constructives avaient eu lieu qui avaient permis de procéder à un échange de vues concernant les problèmes soulevés par les auteurs des propositions. D'autres délégations essayaient de comprendre ces problèmes et proposaient parfois des solutions de repli ou suggéraient d'autres avenues. Il convenait de trouver une manière pragmatique de réaliser le mandat d'ici à la fin du délai imparti.

1.145 Le représentant des Communautés européennes a répété qu'il estimait toujours que le Comité avait examiné les questions le mieux possible et qu'il ne pouvait guère faire davantage. Il était possible que le Comité n'ait pas réussi à cerner un problème sous-jacent, mais il fallait reconnaître que l'OMC ne pouvait pas régler tous les problèmes administratifs des Membres. Ce travail relevait des services d'enquête, juristes et autres services de soutien. Sa délégation n'avait plus rien à dire sur les tirets et estimait qu'il convenait maintenant d'inscrire toutes les actions du Comité dans le rapport. Aucun consensus ne s'était dégagé et le rapport devrait le mentionner.

1.146 Le Président estimait que l'objectif de l'exercice était de parvenir à un consensus sur l'action appropriée à prendre et de faire rapport au Comité. Toutefois, le Comité, n'ayant pas réussi à atteindre cet objectif, devait présenter un rapport factuel au CNC. Ce rapport ne devait pas nécessairement dire si le sujet était épuisé ou non. Pas plus qu'il n'était nécessaire d'être explicite sur d'éventuelles discussions à la réunion de novembre. L'intervenant a suggéré d'avancer le travail sur le paragraphe 8.3 et de discuter du rapport à la réunion de novembre. Le point de vue des Membres qui estimaient que le débat n'était pas clos serait très bien exprimé dans le compte rendu de l'actuelle réunion. L'intervenant a souligné l'importance de poursuivre les consultations entre l'Inde et d'autres Membres intéressés relativement au paragraphe 8.3 et diverses autres questions. Il a suggéré que les Membres concernés informent le Comité des résultats de ces consultations en temps opportun.

1.147 Le Comité est convenu de procéder de la manière indiquée ci-dessus par le Président.

1.148 Le représentant de l'Organisation mondiale des douanes a fait une déclaration pour présenter la contribution de son organisation aux travaux du Comité sur le paragraphe 8.3. Cette déclaration est reproduite en annexe du présent compte rendu.

1.149 Le Président a remercié l'OMD de sa contribution. Il a demandé aux Membres s'ils acceptaient que soit distribuée cette contribution informelle aux discussions du Comité sur le paragraphe 8.3 en tant que document de l'OMC?

1.150 Le représentant des Communautés européennes s'est félicité de ce que l'OMD, qui était l'organisation compétente en matière douanière, expose son point de vue. Il était impatient d'analyser plus à fond la contribution de cette organisation. Il a demandé à son représentant de préciser si cette contribution était complète avec l'apport du Comité technique lui-même. Sans vouloir rouvrir le débat sur les questions liées à la mise en œuvre, le Comité pouvait-il envisager de demander au Comité technique d'apporter ultérieurement des précisions sur certains points?

1.151 Le représentant de l'Inde s'est réjoui du travail volontaire qu'avait entrepris par l'OMD en vue d'élaborer des lignes directrices sur l'échange de renseignements. Il soumettrait au Comité technique sa contribution propre à ces lignes directrices. Cette contribution était globalement conforme à la proposition faite par son pays relativement au paragraphe 8.3 et s'inscrivait évidemment en parallèle avec les travaux du Comité dans le cadre du mandat issu de la Déclaration ministérielle de Doha, bien que distinctement de ceux-ci. Elle ne remplaçait pas les travaux du Comité sur cette question.

1.152 La représentante des États-Unis s'est demandé si le point de vue proposé était celui des membres de l'OMD ou celui du secrétariat de cette organisation et s'il tenait compte des consultations menées auprès du Comité technique? Elle souhaitait continuer de discuter au sein du Comité d'un rôle possible pour l'OMD relativement aux travaux liés au paragraphe 8.3. Elle a rappelé que le mandat était d'identifier et d'évaluer des moyens pratiques. Ce mandat était plutôt général et s'il incluait les valeurs à l'exportation, il ne se limitait pas exclusivement à ces dernières.

1.153 Le représentant du Japon a suggéré que l'on évite de dédoubler les travaux des enceintes internationales. Rien de tel n'avait été fait jusqu'à ce jour, mais il ne fallait pas l'oublier dans les discussions futures sur cette question. Si l'OMD avait incontestablement un plus grand savoir-faire en la matière, il conviendrait de dégager quelques idées pour relier ces deux organisations indépendantes.

1.154 Le représentant de l'Égypte a demandé à l'OMD dans quelle mesure elle considérerait que la proposition de l'Inde était complémentaire à ses travaux, et y voyait-elle quelque dédoublement ou chevauchement?

1.155 Le représentant de l'OMD a dit que la contribution de son organisation serait enrichie par les observations et l'apport issus de la prochaine réunion du Comité technique qui débiterait le

21 octobre 2002. La proposition de l'Inde serait examinée avec les autres propositions que le Comité technique recevrait dans le cadre de ses travaux sur cette question. Elle permettrait d'approfondir la réflexion de son organisation à ce sujet.

1.156 Le représentant des Communautés européennes a noté que sa délégation était intéressée par de nouveaux apports et contributions du Comité technique qui feraient suite aux demandes spécifiques du comité de l'OMC. Ces apports et contributions seraient distincts de ceux émanant directement de l'OMD.

1.157 La représentante des États-Unis a demandé si les vues exprimées dans le document distribué étaient celles des membres de l'OMD ou celles du secrétariat de l'OMD? Les actions proposées étaient-elles le fruit de la consultation menée auprès du Comité technique?

1.158 Le représentant de l'OMD a répondu que le secrétariat de son organisation avait adopté une approche pragmatique qui consistait à sonder et à évaluer les besoins de ses membres Parties à l'Accord, et en particulier les pays en développement, en matière d'échange de renseignements. Cela avait débouché sur les deux réunions auxquelles il s'était référé et sur la préparation du document de travail qu'il avait adressé au Comité. Il a souligné qu'il s'agissait d'une ébauche, laquelle serait soumise au Comité technique de l'évaluation en douane pour examen. Le texte définitif serait soumis pour approbation à la Commission de politique générale de l'OMD, dont relevaient toutes les décisions finales.

1.159 Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation ne voyait pas la nécessité de distribuer le document de l'OMD en tant que document officiel du Comité. Ce document ne constituait pas une contribution formelle aux travaux du Comité, n'était qu'un projet, et les Membres pouvaient se référer à de nombreux instruments de l'OMD s'ils souhaitaient en apprendre davantage sur les travaux de cette organisation en la matière. L'intervenant ne voyait pas la nécessité que l'OMD élabore un autre instrument pour distribution en tant que document officiel pour les fins du Comité.

1.160 Le représentant du Brésil a dit que sa délégation n'avait aucune objection à ce que la contribution de l'OMD soit distribuée en tant que document officiel. Il semblait que cela soit une pratique normale dans d'autres organes de l'OMC, y compris pour ce qui était de certaines contributions de l'OMD, qui avaient été distribuées en tant que documents officiels pour les fins des discussions sur la facilitation des échanges. La contribution de l'OMD portait sur une question dont était saisi le Comité, et l'intervenant ne voyait pas comment cette contribution pouvait être considérée comme autre chose qu'un moyen d'aider le Comité à procéder à l'examen que lui assignait le mandat ministériel. Cela dit, il a rappelé au Comité que l'OMC avait entrepris d'accroître la transparence de ses travaux. Elle avait pris la décision importante de réduire le nombre de documents à distribution restreinte afin d'accroître la transparence de ses travaux pour le bénéfice de la société civile. De ce point de vue, il semblait que la distribution de cette contribution en tant que document officiel ne ferait que servir l'objectif de la transparence.

1.161 La représentante des États-Unis a accueilli favorablement ces observations sur la transparence. Toutefois, il s'agissait ici d'une ébauche de document qui n'avait ni été approuvée par l'OMD ni même fait l'objet d'une discussion au sein du Comité technique. Si ce document devait toujours être approuvé par les membres de l'OMD et par le Comité technique, pourquoi le comité de l'OMC devrait-il le distribuer en tant que document officiel? L'intervenante s'est même demandé si ce document avait un statut officiel au sein de l'OMD. Sa délégation reconnaissait le travail du secrétariat de l'OMD qui essayait d'expliquer les questions de manière que les Membres puissent en comprendre plus vite les tenants et aboutissants, et elle n'avait rien contre ce document en soi. Elle l'étudierait de manière plus approfondie afin de voir comment il pourrait être incorporé aux travaux du Comité dans le cadre de son mandat. En tout état de cause, elle a réitéré que puisqu'il s'agissait d'un document à l'état de projet, il devait recevoir l'assentiment et l'approbation des membres de l'OMD.

1.162 Le représentant des Communautés européennes a abondé dans le même sens que les États-Unis.

1.163 Le représentant du Brésil a noté qu'il n'y avait pas consensus pour distribuer le document. Il a pris note de la position du Comité eu égard aux contributions de l'OMD.

1.164 Le Comité a pris note des déclarations. Il est convenu de reproduire intégralement la déclaration de l'OMD dans le compte rendu de la réunion.

II. ASSISTANCE TECHNIQUE

2.1 Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 26 juillet 2002, le Comité avait adopté un projet de programme pour le séminaire sur l'assistance technique. Ce document avait été distribué sous la cote G/VAL/47. D'après ce programme, le séminaire aurait lieu les 6 et 7 novembre 2002. Le Président a mis les Membres au courant des faits nouveaux entourant l'organisation du séminaire. Les invitations avaient été envoyées à tous les Membres et observateurs ainsi qu'aux organisations internationales concernées. Le Secrétariat exhortait les Membres à répondre dans les moindres délais en fournissant les renseignements voulus sur les participants. Ces renseignements étaient nécessaires pour mettre la touche finale à la composition des groupes de travail et aux listes de conférenciers bien avant la date du séminaire, et pour assurer la distribution à l'avance des textes des exposés. Enfin, le Président a informé les Membres qu'un financement serait disponible pour toutes les délégations de pays en développement qui souhaiteraient en bénéficier et qui en feraient la demande.

2.2 Le Comité a pris note des renseignements.

III. AUTRES QUESTIONS

3.1 Le Président a informé les Membres que la prochaine réunion sur les questions de mise en œuvre aurait lieu le 5 novembre 2002, le 4 novembre étant réservé aux travaux ordinaires du Comité. La réunion serait immédiatement (soit les 6 et 7 novembre 2002) suivie du séminaire sur l'assistance technique.

3.2 La réunion a été déclarée close.

Annexe

Déclaration du représentant de l'Organisation mondiale des douanes

Je tiens à remercier le Président, tous les distingués membres ainsi que le Secrétariat de l'OMC de nous donner l'occasion d'expliquer les travaux que mène l'OMD pour donner suite à la Décision de Doha relative à l'échange de renseignements sur la valeur en douane. Le document d'information intitulé "Contribution de l'OMD en ce qui concerne la Décision de Doha relative à l'échange de renseignements en matière d'évaluation en douane" présente en détail le fruit de l'examen de cette question par l'OMD. Je vous recommande de l'examiner attentivement. La question de l'échange de renseignements sur l'évaluation n'est pas nouvelle pour l'OMD et représente une des plus importantes questions auxquelles sont confrontés ses membres. Il s'agissait de trouver la manière d'améliorer les mécanismes existants; l'adoption du paragraphe 8.3 de la Décision de Doha a donné une nouvelle dimension d'actualité aux travaux de l'OMD à cet égard.

Cette question a pris encore plus d'acuité lorsque la question de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement a été soulevée après les tragédies du 11 septembre, dans la mesure où l'accès à l'information avant l'arrivée des marchandises devient de plus en plus important sur le plan de la prévention des attentats terroristes. Bien des Membres de l'OMD ont signalé que la sécurité économique ou budgétaire constitue un autre aspect de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement. Ils insistent sur la nécessité de renforcer la coopération en matière d'échange de renseignements en fonction de la demande émanant des pays importateurs. A également été souligné le besoin d'envisager l'éventuelle inclusion de la valeur en douane dans l'information préalable.

Dans le débat sur le renforcement des capacités, une autre priorité inscrite dans la Déclaration de Doha, ces Membres appellent l'attention sur le fait que l'assistance mutuelle administrative dans le domaine de l'échange de renseignements sur la valeur en douane devrait être considérée comme une composante de l'effort de renforcement des capacités ou d'assistance technique de l'OMD. L'OMD souhaite être informée au fur et à mesure des faits nouveaux qui surviennent à l'OMC; il conviendrait que cette dernière lui accorde sa collaboration à cet égard. L'échange de renseignements intéresse au plus haut point les nombreuses administrations douanières de par le monde et fait l'objet de pourparlers dans le cadre de la coopération existante entre l'OMD et son Comité technique, aux activités duquel participent activement tous les Membres de l'OMC et les CE. À long terme, l'OMD croit qu'il conviendrait de poursuivre le dialogue sur ces questions dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités et d'assistance technique, en coordination avec l'OMC. L'échange de renseignements ne représente qu'une partie de la solution au problème du contrôle efficace de l'évaluation en douane, dont le succès se mesurera à l'aune d'une stratégie à long terme de réforme et de modernisation des administrations douanières, raison pour laquelle il conviendrait que l'échange de renseignements en matière d'évaluation en douane devienne une stratégie supplémentaire à court terme. En particulier, les administrations douanières devraient pouvoir compter sur un mécanisme de contrôle fondé sur des systèmes "intelligents" d'évaluation des risques et de vérification *a posteriori*, indispensables à l'actualisation des régimes de contrôle de l'évaluation en douane.

La base multilatérale ou bilatérale d'échange de renseignements sur l'évaluation en douane est actuellement à l'étude dans le cadre des instruments de l'OMD et de l'élaboration d'une éventuelle convention multilatérale contemporaine sur l'assistance mutuelle administrative. Toutefois, l'OMD reconnaît que l'amélioration ou l'élaboration d'un cadre multilatéral contraignant prendra du temps; pour le court terme donc, l'approche la plus pratique semble être la coopération bilatérale. Dans le but d'obtenir l'opinion des Membres sur l'échange de renseignements, le secrétariat de l'OMD a organisé à Bruxelles les 3 et 4 juin 2002 une réunion informelle d'administrateurs des douanes de certains pays développés. Plus tard, soit les 12 et 13 septembre 2002, il a fait de même avec une sélection de pays en développement à Pretoria, en Afrique du Sud. Dans les deux rencontres, il a été souligné qu'il sera nécessaire de trouver une solution à long terme et de recenser les besoins de renforcement des

capacités dans ce domaine. Les pays participants ont par ailleurs recommandé que des mesures soient adoptées pour renforcer l'échange de renseignements sur l'évaluation en douane aux niveaux multilatéral, régional et bilatéral, y compris avec la participation du secteur privé. En particulier, ils encouragé le recours aux lignes directrices proposées par l'OMD pour échanger des renseignements sur l'évaluation en douane. Une copie de ces lignes directrices est annexée au document qui a été distribué. Les pays ont également encouragé l'élaboration de lignes directrices sur l'utilisation d'une base de données en tant qu'outil d'évaluation des risques. Les lignes directrices projetées avaient été rédigées pour servir de solution pratique en vue de faciliter l'échange de renseignements sur la valeur en douane entre les administrations douanières. Elles renferment une liste d'actions de vérification de l'évaluation que doivent prendre les administrations douanières importatrices avant de demander des renseignements aux administrations douanières exportatrices, ainsi qu'un ensemble de procédures recommandées pour l'échange de renseignements sur la valeur en douane. Il convient de noter que ni les lignes directrices ni la liste de vérification n'ont par elles-mêmes de pouvoir contraignant.

Les directives sur l'utilisation d'une base de données nationale servant d'outil d'évaluation des risques restent à élaborer en fonction des contributions des Membres. Dans le cadre des efforts que fait l'OMD pour répondre aux besoins des pays en développement eu égard à l'échange de renseignements sur la valeur en douane, les directives ont pour objet de couvrir la création, la tenue à jour et l'utilisation d'une base de donnée nationale en matière d'évaluation servant d'outil d'évaluation des risques. Le Secrétariat a mis au point jusqu'à maintenant un questionnaire portant sur les divers aspects de l'élaboration d'une base de données nationale en matière d'évaluation et a sollicité l'aide des Membres qui exploitent une base de données nationale dans ce domaine. La contribution de l'OMD sera complétée par les résultats de la prochaine réunion de son Comité technique de l'évaluation en douane, qui aura lieu en octobre, et par ceux de son colloque consacré au renforcement des capacités et à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation, qui se tiendra à Bruxelles les 17 et 18 octobre. Lorsque les textes auront été mis au point, le document devra être approuvé par la Commission de politique générale de l'OMD en décembre 2002, puis sera présenté à l'OMC par les voies officielles.
